# Pratiques des autorités locales et autres acteurs locaux dans la gestion de la migration pour le développement

Rapport Final du Pays — Sénégal

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

MIGRATION FOR DEVELOPMENT

**Financé par:**

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

**Implémenté par:**

UNDP · IOM • OIM · ITC International Training Centre · UN WOMEN United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women · UNHCR The UN Refugee Agency · UNFPA · unitar United Nations Institute for Training and Research

Produit par

**Organisation internationales pour les migrations de Dakar**

INITIATIVE CONJOINTE POUR LA MIGRATION ET LE DEVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES

Aout 2017

**Avis de non-responsabilité**

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Union Européenne et de la Direction suisse du Développement et de la Coopération (DDC), à travers l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement. Le contenu de cette publication ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union Européenne, de la Direction suisse du Développement et de la Coopération, des Nations Unies, ni celui de leurs pays membres.

# *Table des matières*

Introduction ..... 3

Recommandations politiques et pratiques ..... 8

Contexte du pays ..... 14

Aperçu des initiatives soutenues ..... 18

Le PAICODEL-S : Projet d'Appui aux Initiatives de Co-Développement Economique Local dans la région de Sédhiou ..... 20

Le JAPPANDO – La mise en réseaux multi-acteurs pour le développement local ..... 25

Renforcement de capacités pour améliorer l'efficience ..... 30

Intégrer la migration dans les plans de développement locaux ..... 37

Bonnes pratiques et leçons retenues ..... 44

Annexe : Outils de connaissance et publications de la ICMD ..... 55

# *Introduction*

# *Introduction*

Ce rapport s'appuie sur le travail et les accomplissements de l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement de l'ONU (ICMD) au Sénégal, et fait partie d'une série de rapports élaborés pour chaque pays dans lesquels l'ICMD a mis en œuvre des projets. Il propose un ensemble de recommandations politiques et pratiques pour consolider les résultats obtenus afin de continuer à soutenir les autorités locales et régionales dans leurs efforts pour améliorer la gestion de la migration et la mettre ainsi au service du développement local au Sénégal. Il présente par ailleurs les principaux résultats, les bonnes pratiques et les enseignements tirés des projets soutenus par l'ICMD, permettant ainsi de contextualiser ces recommandations. Enfin, l'importance d'intégrer transversalement la migration dans les processus de planification du développement et de formulation des politiques et des stratégies publiques est également étudiée, et le rapport précise dans quelle mesure cet objectif a été atteint au Sénégal.

## *Pourquoi au niveau local ?*

La contribution des migrants au développement inclusif et durable est désormais reconnue au niveau global, et se retrouve dans les nouveaux Objectifs de Développement Durable (ODD) pour 2030 ainsi que dans le Programme d'Action d'Addis-Abeba. S'il s'agit d'une avancée prometteuse et indispensable pour s'assurer que « personne ne soit laissé pour compte », il ne demeure pas moins nécessaire, afin d'assurer une approche intégrale, de dépasser le prisme national et s'intéresser aux actions innovantes mises en œuvre par les villes et autres acteurs locaux pour améliorer la gestion de la migration afin d'augmenter son impact positif sur le développement local.

En effet, dans un contexte global de mobilité, d'urbanisation et de décentralisations croissantes, la migration et le déplacement sont des phénomènes principalement urbains. En effet, on considère que 60% des 14,4 millions de réfugiés et 80% des 38 millions de déplacés internes vivent en milieu urbain. De plus, la proportion de migrants et de réfugiés vivant en milieu urbain a augmenté de 8% ces trois dernières années. Ainsi, ce sont les autorités locales et régionales qui se retrouvent en première ligne pour gérer les impacts, à la fois positifs et négatifs, de la migration. Si une réponse nationale reste cruciale et nécessaire, elle doit s'aligner sur les réalités locales puisque des inégalités, un des facteurs identifiés de la migration, persistent non seulement entre différents pays mais aussi à l'intérieur des pays, exigeant par la même une approche intégrale et ascendante depuis le niveau local.

D'importants progrès ont été réalisés cette année, en 2016, puisque le rôle des autorités locales et régionales dans la gestion de la migration pour le développement a été reconnu dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants adoptée lors du Sommet des Nations Unies sur les Réfugiés et les Migrants du 19 septembre 2016. Dans la continuité de ce mouvement, on peut espérer que les villes et les autorités locales et régionales seront étroitement associées à l'élaboration et la mise en œuvre des

deux Pactes Mondiaux envisagés par la Déclaration qui viendront fournir un cadre mondial permettant de gérer les déplacements massifs de migrants et de réfugiés. En outre, le Nouvel Agenda Urbain, document final du sommet Habitat III qui a eu lieu en Octobre 2016 à Quito, reconnait la migration et les déplacements comme des éléments clés à prendre en compte dans la gestion des villes afin d'assurer un développement urbain durable.

## *L'initiative Conjointe pour la Migration et le Développement de l'ONU*

Les villes et autres autorités locales et régionales ont donc un rôle clef à jouer dans la gestion de la migration, rôle qui doit être reconnu et soutenu aux niveaux national et international. Si nombre d'entre eux jouent déjà pleinement ce rôle et prospèrent, d'autres ont besoin de soutien pour atteindre leur plein potentiel. C'est la raison pour laquelle, depuis décembre 2012, l'objectif principal de l'ICMD est de soutenir les autorités locales et régionales, à travers l'octroi d'une aide financière et technique, pour améliorer leur gestion de la migration et la mettre au service du développement.

L'initiative conjointe pour la Migration et le Développement de l'ONU (ICMD) est un programme global inter-agences mis en œuvre par le PNUD en partenariat étroit avec l'OIM, le CIF-OIT, l'ONU Femmes, le HCR, le FNUAP et l'UNITAR, grâce aux financements de la Commission Européenne et de la Direction suisse du Développement et de la Coopération (DDC). L'ICMD est guidée par un Comité directeur composé de la Commission Européenne et de la Direction du Développement et de la Coopération de la Suisse, ainsi que de ses partenaires des Nations Unies. De plus, grâce à un comité technique, l'ICMD peut profiter de l'expertise des différentes agences des Nations Unies au niveau mondial afin d'assurer l'efficacité et la cohérence des programmes.

L'ICMD **vise à maximiser le potentiel de la migration en faveur du développement local**. Pour ce faire, l'ICMD fournit un **appui technique et financier** en vue de développer les initiatives existantes gérées localement sur la migration et le développement, et ce à travers de 16 projets menés à bien dans huit pays cibles : Costa Rica, le Salvador, Équateur, Maroc, Népal, Philippines, Sénégal et Tunisie.

Les autorités locales et régionales peuvent cependant manquer d'expérience et de capacités pour gérer leur contexte migratoire dans une perspective de développement local. C'est pourquoi le renforcement des capacités est au cœur de l'action de l'ICMD, ce qui s'exprime par la dispense à la fois d'un coaching sur mesure aux partenaires des projets, et d'un renforcement plus général des capacités sur la migration et le développement local à l'aide de matériels de formation spécialement conçus et réunis au sein de « La boite à outils de l'ICMD ».

L'ICMD a également créé une Communauté de Pratique, une plateforme en ligne qui réunit plus de 4000 acteurs de la migration et du développement, et qui permet aux professionnels et aux organisations de tirer profit de l'expérience des autres, de débattre et de partager des connaissances et des informations qui a leur tour peuvent inspirer de nouveaux échanges et initiatives. Les leçons apprises et les bonnes

pratiques identifiées dans ces projets sont continuellement rassemblées et synthétisées dans des outils de connaissance spécifiques, comme par exemple le présent rapport, qui sont par la suite disséminés au sein de la Communauté de Pratique et utilisés lors du renforcement des capacités des partenaires de l'ICMD. L'Annexe B présente la liste des produits de connaissance de l'ICMD.

Enfin, les dialogues sur les politiques publiques, le partage du savoir et la fabrication de réseaux entre les acteurs de la migration et du développement ont tendance à se faire uniquement aux niveaux national et international. Afin de promouvoir la dimension locale de la migration et du développement et le rôle clef des acteurs locaux aux niveaux national et international, l'ICMD participe et contribue activement aux conférences internationales et aux événements apparentés. Par exemple, l'ICMD, avec ces partenaires, et particulièrement l'OIM, a exercé un travail de plaidoyer déterminant tout au long du processus de dialogue d'Habitat III pour l'intégration de la migration et du déplacement dans le Nouvel Agenda Urbain comme facteurs clés pour favoriser un développement urbain durable. Par ailleurs, L'ICMD, en partenariat avec l'UNITAR et le KNOMAD, constituent les forces motrices derrière l'organisation des Forums annuels des Maires sur la Mobilité, la Migration et le Développement. L'objectif de ces forums est de fournir un espace pertinent pour que les maires et les équipes municipales venus du monde entier puissent élaborer des stratégies sur la manière de travailler collectivement, rester engagés sur le sujet, ainsi que trouver des appuis pour développer leurs politiques et leurs activités liées à la promotion du développement dans un contexte de diversité.

## *L'initiative Conjointe pour la Migration et le Développement au Sénégal*

L'ICMD au Sénégal a été mise en place par l'OIM, l'agence désignée comme responsable de la mise en œuvre. L'OIM a bénéficié du soutien du PNUD, du FNUAP, du HCR, de l'ONU Femmes, de la Délégation de l'Union Européenne et de l'Ambassade de Suisse. Tous ces acteurs ainsi que les partenaires des projets incluant des autorités locales et nationales, ont apporté leur expertise et leur soutien pour conseiller et orienter les projets en tant que membres du Comité de Suivi, qui s'est réuni de manière régulière. Ce partenariat inter-agence et multipartite a joué un rôle crucial dans la mise en œuvre réussie de l'ICMD au Sénégal, et a contribué à identifier certaines recommandations et leçons apprises présentées dans ce rapport. De plus, l'ICMD a été mise en œuvre en étroite coopération avec différentes autorités nationales afin d'assurer sa légitimité et la cohérence verticale des politiques, telles que la Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur (DGSE), ou le Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire.

Les deux principaux partenaires des projets au Sénégal sont deux Agences Régionales de Développement (ARD), l'ARD de Diourbel et l'ARD de Sédhiou. Chacune a mis en œuvre un projet qui vise à **renforcer l'accompagnement disponible pour les migrants porteurs de projets au Sénégal, ainsi qu'à mieux équiper les autorités locales pour mieux répondre aux besoins et enjeux apportés par la migration, pour mieux développer leurs territoires.** Ces résultats ont pu être atteints au travers du renforcement de deux initiatives préexistantes de soutien aux migrants, avec différents outils permettant la mobilisation et la

sensibilisation des autorités locales, la construction de liens avec la diaspora, le renforcement des capacités des agents ainsi que des personnels des municipalités et agences régionales dans l'accompagnement des projets. En élargissant leurs initiatives existantes en matière de migration et de développement, l'ICMD a favorisé la pleine appropriation de ces initiatives par les acteurs concernés, et la durabilité des progrès réalisés.

Les deux projets portés par les ARD, le projet JAPPANDO « *Connecter les migrants, les autorités locales, les investisseurs et acteurs économiques pour le développement local dans la région de Diourbel* » et le projet PAICODEL-S, *« Soutenir les initiatives de co-développement pour le développement économique local dans la région de Sedhiou »* ont été mis en œuvre pendant deux ans et un mois, de Septembre 2014 à Octobre 2016**.** Ces deux projets ont été un succès puisqu'ils ont atteint leurs objectifs principaux et ont eu des résultats au-delà de ce qui était attendu. Ces projets ont également reçu le soutien d'autorités nationales, comme notamment le Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire par l'intermédiaire du Programme National de Développement Local, et de la Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur, qui a développé son propre dispositif de Bureaux d'Accueil, d'Orientation et de Suivi des Sénégalais de l'Extérieur, dans les régions concernées par les projets, avant d'étendre le dispositif à d'autres régions du pays.

Le Sénégal accorde un grand intérêt à ses migrants. Alors que les mobilités ont façonné le territoire sénégalais, les attentes et espoirs suscités vis-à-vis des émigrés représentent une dimension essentielle de la politique du Sénégal, tant à l'échelle nationale que à l'échelle locale.

En raison de la diversité des expériences des migrants et de leur contribution au niveau local, chaque région présente des enjeux et des comportements qui lui sont propres. C'est face à cette présence des enjeux et opportunités apportés par la migration que les autorités locales du Sénégal prennent des initiatives pour nouer des relations avec les communautés migrantes.

En effet, l'acte III de la décentralisation confère à l'échelon local de nouvelles responsabilités et capacités de faire face aux enjeux de développement local, et de plus en plus d'élus mettent à profit ce contexte pour s'emparer de ces questions de migration. Cet intérêt renouvelé pour les relations entre les migrants et leurs territoires d'origine et d'accueil amène cependant autant de défis que de pistes de partenariat, et c'est dans ce contexte que l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement de l'ONU (ICMD) se positionne en soutien des engagements pris par les acteurs locaux.

# *Recommandations politiques et pratiques*

# *Recommandations politiques et pratiquesz*

Afin de garantir la durabilité et la continuité des résultats obtenus au Sénégal, cette section présente des recommandations spécifiques qui s'appuient sur les leçons apprises et les bonnes pratiques identifiées dans les projets soutenus par l'ICMD. Conformément à l'approche multipartite de la gestion de la migration pour le développement local que promeut l'ICMD, ces recommandations s'adressent à différents types d'acteurs et aspirent à être à la fois politiques et pratiques.

L'Initiative conjointe pour la migration et le développement au Sénégal s'est positionnée avec l'ambition de soutenir des projets proposant des approches novatrices de la migration et du développement à l'échelle des territoires, en travaillant avec des autorités locales, et de partager ces approches tant à l'échelle locale que nationale et internationale.

Pendant les deux années de mises en œuvre au Sénégal, les partenaires de l'ICMD, et parties prenantes nationales ont donc formulé plusieurs recommandations pour un plus grand impact des projets alliant migration et développement. Ces principales recommandations sont listées ci-dessous en fonction des acteurs auxquels elles s'adressent.

*AUTORITES NATIONALES*

- Il serait opportun de décentraliser les programmes nationaux qui s'adressent aux migrants. Les acteurs locaux considèrent que ces programmes sont peu présents à leur échelle : il en résulte une méconnaissance des dispositifs accessibles aux migrants (procédures à suivre, financements existants), et entraine une certaine frustration puisque les programmes sont perçus comme inaccessibles par les migrants. Décentraliser ces programmes permettrait de les adapter aux enjeux locaux de développement locaux et donc d'améliorer la réintégration des migrants de retour. Les services déconcentrés et conseils départementaux notamment, sont prêts à soutenir ce processus.

- En vue de permettre aux autorités locales de mieux intégrer la migration dans les processus de développement, il serait utile que le gouvernement participe et soutienne la formation des **autorités locales sur les questions migratoires et les outils à leur disposition**, afin que leurs activités de développement puissent avoir un impact plus grand et prévenir la migration irrégulière. Ce soutien devrait aussi prendre la forme d'un meilleur dialogue entre gouvernement et autorités locales sur les questions de migration. Les **collectivités désirent être consultées et/ou associées sur les activités en direction des migrants**, afin qu'elles puissent souligner les particularités de chaque territoire et relayer les informations à leur échelle. Cela permettrait ainsi d'assurer une mise en œuvre efficace de ces programmes ou d'une politique nationale migratoire. De la même façon, ces dispositifs encourageraient les autorités locales à s'investir dans les questions de migration, construire des liens avec leur diaspora, et sensibiliser les migrants potentiels ou de retour.

- En ce sens l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement a travaillé avec la Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur pour le renforcement de ses nouvelles structures déconcentrées : les BAOS – Bureaux d'Accueil, d'Orientation et de Suivi des Sénégalais de l'Extérieur. De même, une collaboration a été initiée avec la Plateforme Nationale de Planification Locale par l'intermédiaire du Programme National pour le Développement Local (PNDL) afin de produire des outils pouvant aider les autorités locales à prendre en compte les migrants dans leurs procédures de planification locale. Il conviendrait de **poursuivre et encourager ces efforts entrepris par ces institutions pour pleinement opérationnaliser cette dialectique de soutien national-local,** par une expérimentation pratiques des outils et méthodologies avec les acteurs locaux sur une échelle plus grande. Cela permettrait de confirmer le caractère approprié des outils d'un territoire à l'autre, ou de les améliorer pour s'adapter aux différents contextes.

*AUTORITES LOCALES ET DEPARTEMENTALES*

- Il est indispensable que l'action publique soit en adéquation avec la réalité migratoire locale, il est donc utile que les autorités locales **effectuent un premier recensement des associations de migrants** et ONG actives dans le domaine, afin de mieux connaitre la répartition, les dispositions et les besoins de leur diaspora. La seconde étape consiste à **engager un dialogue avec ces dernières,** ainsi qu'avec les acteurs de la société civile investis sur les questions de migration ou de développement local : il s'agit ici de mettre en commun les activités de chacun afin de voir quels soutiens mutuels, les acteurs locaux et migrants peuvent s'apporter. **L'institutionnalisation des relations entre autorités locales et migrants** permet également d'ancrer sur la durée le dialogue avec les populations migrantes, et de donner un cadre facilitant les coopérations communes.

- Le **partage d'expérience et la constitution de réseaux** sont aussi de forts atouts pour toute autorité locale souhaitant accroitre son implication en faveur de la migration. Il serait opportun que les agences régionales de développement, conseils départementaux ou associations et programmes partagent leurs expériences et bonnes pratiques de collaborations avec des migrants. La constitution de réseaux (soit entre acteurs d'une même collectivité, soit entre collectivités locales d'une même aire géographique) peut permettre d'être plus fort dans des plaidoyers adressés aux migrants ou autorités nationales, et mieux équipés pour négocier des partenariats avec des associations de migrants ou de coopération décentralisée. En ce sens, la constitution de cadre de concertation régionaux, ou d'espaces migration et développement qui ont été encouragés par l'ICMD à Kolda et Sédhiou, présente une bonne avancée pour faire valoir l'expérience du territoire et le partage de bonne pratique. Cela a un impact d'autant plus positif entre les acteurs locaux que vis-à-vis des autorités nationales et programmes internationaux.

- **L'approfondissement des outils et techniques** développés par les deux projets en matière de migration et développement s'avère nécessaire pour assurer leur pérennisation : Les expériences des deux projets se sont révélées adaptées à leurs contextes locaux, qu'il s'agisse de planification

locale, de services disponibles aux migrants, de méthodologie de mobilisation de la diaspora, ou de l'animation locale pour la collecte des données. Il s'agit d'harmoniser ces techniques et d'échanger avec les autres autorités locales, programmes nationaux, ministères et universités pour les systématiser et les affiner. La collaboration initiée avec la DGSE, l'OIM et les ARD concernant les migrants de retour, et avec le Ministère de la gouvernance locale et le PNDL concernant les méthodologies de planification locales sensibles à la migration vont dans ce sens de mutualiser et harmoniser les pratiques et méthodologies. Il reste cependant à expérimenter ces outils à l'échelle nationale de façon concertées entre acteurs locaux et nationaux : la contrainte financière reste cependant une donnée cruciale pour passer à la large diffusion et l'expérimentation de ces méthodologies.

*ASSOCIATIONS DE LA SOCIETE CIVILE ET DU SECTEUR PRIVE*

- Au regard de la petite taille et la grande quantité des structures de la société civile au Sénégal, il est important que ces associations se **structurent davantage en groupement d'associations** ou en fédérations, afin de **présenter de façon lisible les réseaux, les expériences et les activités** qu'ils mènent dans le volet de la migration et du développement. Cela leur permettrait d'être davantage reconnues par des instances nationales et internationales, et les amener à développer de nouvelles collaborations, et de nouveaux champs d'expertise (que ce soit avec des migrants à l'étrangers, immigrés, migrants de retour, autorités locales, etc).

- Il est crucial de **combiner l'expertise des associations de la société civile et du secteur privé dans les programmes de développement existants pour favoriser les complémentarités**. Les associations de la société civile ou du secteur privé ont en effet bien souvent des pratiques novatrices et de bonnes idées pour contacter la diaspora, ou accompagner des groupements de migrants à monter des projets. Le **partage d'expériences et la recherche de complémentarités** aide ainsi à une meilleure prise en compte des migrants dans les programmes de développement, et permet de ne pas négliger certaines composantes telles que les droits des migrants ou le rôle des immigrés essentielles à des projets réussis. Par exemple, le réseau ReMiDev a su regrouper des acteurs de la société civile autour des questions de migration en intégrant leurs différentes approches, et les unir autour d'un plaidoyer : cela permet aux ONG dakaroises de parler d'une même voix et de mettre leur réseau à disposition des acteur locaux et gouvernementaux pour accompagner la contribution des migrants au développement du pays, tout en insistant sur leur besoin d'accompagnement et de protection. L'association *Grdr, Migration Citoyenneté, Développement*, dont les orientations sont définies par des collectifs de la société civile, a également développé différentes méthodologies d'accompagnement des autorités locales pour répondre aux enjeux locaux de développement, en faisant de la prise en compte et de l'accompagnement des migrants des outils proposés aux collectivités.

MIGRANTS ET ASSOCIATIONS DE MIGRANTS

- De même que pour les associations de la société civile, les migrants sénégalais ont tout à gagner à se structurer en associations pour être davantage considérés par les autorités locales de leur région d'origine et de destination. Les migrants peuvent construire des ponts entre les territoires, et prendre contact avec les autorités locales : cela constitue le premier pas pour mener des collaborations fructueuses tant pour les territoires de résidences que d'origine.

UNIVERSITES

- Le secteur académique sénégalais comporte déjà de nombreux masters et départements de recherche s'attelant aux questions de migration et développement. L'ICMD a eu l'occasion de collaborer avec plusieurs chercheurs et leurs étudiants, dont les recherches et les méthodologies peuvent **aider directement les autorités locales cherchant à mettre en place une stratégie de migration et de développement**. Les laboratoires de recherche tels le GERM ou les instituts de géographies sont aussi des partenaires clés à impliquer dans la gestion de projet Migration & Développement, puisqu'ils peuvent apporter des méthodologies et une expérience pratique de ce type de projet pour de nouveaux programmes qui démarrent.

- Le **partage d'expérience et d'outils entre les différents masters et laboratoires de recherche est indispensable** afin que les étudiants puissent avoir une vision exhaustive des enjeux liés à la migration et du développement, et de la façon dont ces enjeux prennent forme à l'échelle des territoires. Le partage des outils avec les autorités locales devrait en outre favoriser les collaborations avec des acteurs locaux pouvant mettre en œuvre, par la pratique, les recommandations des chercheurs et doctorants.

AGENCES DES NATIONS UNIES ET DE COOPERATION INTERNATIONALE

- L'année 2016 a été marquée par une recrudescence de projets associant migration et développement, tendance qui devrait se confirmer en 2017. Les agences de coopération ont donc tout à gagner à coordonner leurs actions en lien avec la migration, même si elles abordent la thématique sous des angles différents. Cela permettrait d'éviter des effets de doublons, mais aussi de partager les stratégies d'accompagnement des migrants et autorités locales. La conjugaison des efforts permettrait ainsi une meilleure couverture des zones et enjeux concernés par la migration.
- De même, les bailleurs et agences de coopération internationales devraient favoriser l'émergence de cadre locaux ou régionaux de coordination, qui permettraient de faire ressortir les dispositifs et expériences déjà existantes dans les territoires d'intervention. Ceci permettrait d'éviter d'imposer des pratiques et projets, alors que des initiatives ont déjà identifié des priorités.
- La coordination entre bailleurs devrait aussi se faire en rapport avec les préoccupations du gouvernement du Sénégal et de ses ministères. L'OIM a travaillé avec la FAO, la Cellule de lutte contre la malnutrition et OIM pour répondre de façon coordonnées et harmonisée à une expression de besoin de la Plateforme Nationale de Planification Locale : l'approche conjointe a permis de mutualiser les ressources, de toucher plus de participants, et de croiser les expertises

en matière de planification locale, de migration, de changement climatique, de genre et de nutrition. Ce type de pratique est à encourager pour proposer une approche intégrée répondant aux préoccupations des acteurs étatiques sénégalais.

# *Contexte du pays*

# *Contexte du pays*

L'année 2016 a été marquée au Sénégal et en Afrique de l'Ouest par des départs massifs et irréguliers de sénégalais en direction de la Libye et de l'Europe, provoquant un fort émoi dans l'ensemble de la société sénégalaise (en 2016, pas moins de 10 327 migrants sénégalais ont été recensés ayant effectué la traversée de la Méditerranée et étant arrivés en Italie[1]). Le phénomène n'est cependant pas neuf, le Sénégal s'étant construit à travers les traditions migratoires de ses différents territoires, donnant lieu à une forte présence sénégalaise, tant en Europe qu'en Afrique de l'Ouest, ou même dans les nouvelles destinations d'Amérique du Nord et Latine. La Division de la Population des Nations-Unies estime ainsi à 533 000, le nombre de sénégalais résidant à l'étranger en 2013[2]. L'ANSD estime ainsi que 44,5% des émigrés sénégalais se sont établis en Europe, 27,5% en Afrique de l'Ouest et 11,5% en Afrique Centrale[3].

Alors que les mobilités internes, autour des frontières et dans l'espace de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) constituent d'importants mouvements qui structurent l'emploi et le commerce au Sénégal, c'est la diaspora sénégalaise établie à l'étranger qui suscite le plus l'intérêt et la curiosité des acteurs locaux et nationaux en matière de migration. De ce fait, le Sénégal est devenu un pays très avancé dans la réflexion sur les questions de migration et de développement, grâce à son attitude positive vis-à-vis des émigrés, ses programmes nationaux visant à la mobilisation des compétences de la diaspora, comme le programme Tokten[4], les dispositifs encourageant les investissements des sénégalais de l'extérieur (à l'image des dispositifs FAISE[5], FONGIP [6]ou PLASEPRI[7]), ses coopérations mises en place pour accompagner les projets des émigrés (tels que le PAISD[8]) ou encore les nombreux ateliers visant à la promotion d'opportunités économiques envers les expatriés[9].

Il faut cependant noter qu'en 2016, cet engagement du Sénégal pour l'approche de sa diaspora s'est principalement manifesté par des programmes nationaux, dont les territoires du nord, de la région de Louga au bassin du Fleuve Sénégal, ont été les principaux bénéficiaires. Cela s'explique par une importante et ancienne

[1] OIM, 2017, Communiqué *Mediterranean update: Migration flows Europe, arrival and fatalities.*

[2] Division de la population des Nations-Unis, 2013, *Migrants internationaux par âge et sexe en 2013*.

[3] ANSD, 2014, Recensement générale de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage - Rapport définitif

[4] Programme terminé qui consistait à faciliter les partages d'expériences avec la diaspora qualifiée et les populations sénégalaises.

[5] Fond d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur

[6] Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires, orienté en partie vers les investissements de la diaspora

[7] Plateforme d'appui au secteur privé et à la valorisation de la diaspora sénégalaise en Italie, axé sur la microfinance

[8] Programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement, mis en œuvre avec l'Agence Française de Développement, pour encourager les projets valorisant les territoires d'origines.

[9] Grdr, Migration-Citoyenneté-Développement, 2015. Rapport. *La dimension locale de la dialectique Migration et développement. Le cas France-Sénégal*.

accumulation d'expériences dans ce bassin d'émigration traditionnel. Parallèlement, les régions centres (le bassin arachidier) et de Casamance ont connu une moindre gamme d'expériences, du fait d'une diaspora plus individualisée et d'associations de migrants beaucoup moins structurées. Ainsi, les expériences prometteuses en région nord, n'ont pas pu être répliquées sur l'ensemble du territoire. Cela alimente l'idée que les questions migratoires relèvent de la responsabilité unique de l'Etat ou qu'il s'agit de mouvements marginaux sur lesquels les autorités locales ont peu de prises[10]. En dehors des migrations traditionnellement établies (ethnies commerçantes, pèlerinages annuels), les coopérations entre les autorités locales et les migrants restent en majeure partie des relations *ad-hoc*.

Le contexte actuel mettant l'accent sur les importantes mobilités humaines et les nombreuses émigrations irrégulières amène cependant le Sénégal à devoir élargir son spectre de compréhension des enjeux de migration, au-delà des activités de ses émigrés. Les élus locaux qui suivent les départs de leurs ressortissants sont en effet avec les familles les principaux témoins des victimes de la migration irrégulière, qui ont péri sur les routes de la Libye et de la Méditerranée. Les collectivités figurent ainsi en première position pour s'interroger sur les déterminants de cette mobilité, et constater les difficultés et facteurs déstabilisants que les départs ou retours massifs peuvent avoir sur leur territoire et leur circonscription.

De même, de l'échelle nationale à l'échelle locale, les difficultés d'insertion de la jeunesse sénégalaise, et les investissements des migrants principalement dédiés aux dépenses familiales, et à la construction de bâtiments suscitent beaucoup d'interrogations sur comment mieux intégrer leurs contributions à l'économie sénégalaise, encourager les investissements productifs, et mettre à leur disposition plus de services[11].

Ainsi, les ministères qui prennent en compte la migration et le développement sont de plus en plus nombreux[12]. En première ligne figure la Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur, en charge des relations avec les émigrés, et le Ministère de l'Intérieur, suivant les mouvements transfrontaliers. Du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, au Ministère de la Gouvernance Locale, en passant par la Primature, les thématiques migration & développement se retrouvent présentes dans ces institutions et programmes étatiques comme une dimension transversale à prendre en compte. L'élaboration d'un document de Politique Nationale Migratoire est en cours ce qui amène d'ailleurs les différents ministères à faire le point sur les enjeux et la nécessité de coordonner les actions et programmes étatiques.[13]

Dans le même temps, les réformes institutionnelles en cours au Sénégal,

[10] ARD Diourbel, 2016. Document stratégique de plaidoyer. *Pour une intégration de la dimension migration & développement dans les stratégies de développement local*

[11] Somé A. N., *Sénégal : Profil migratoire 2009*, OIM, p59.

[12] Grdr, 2015, *opus cité*

[13] Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, 2015, article *Formulation de la Politique de Migration : Le Senegal veut se doter d'un document de référence*

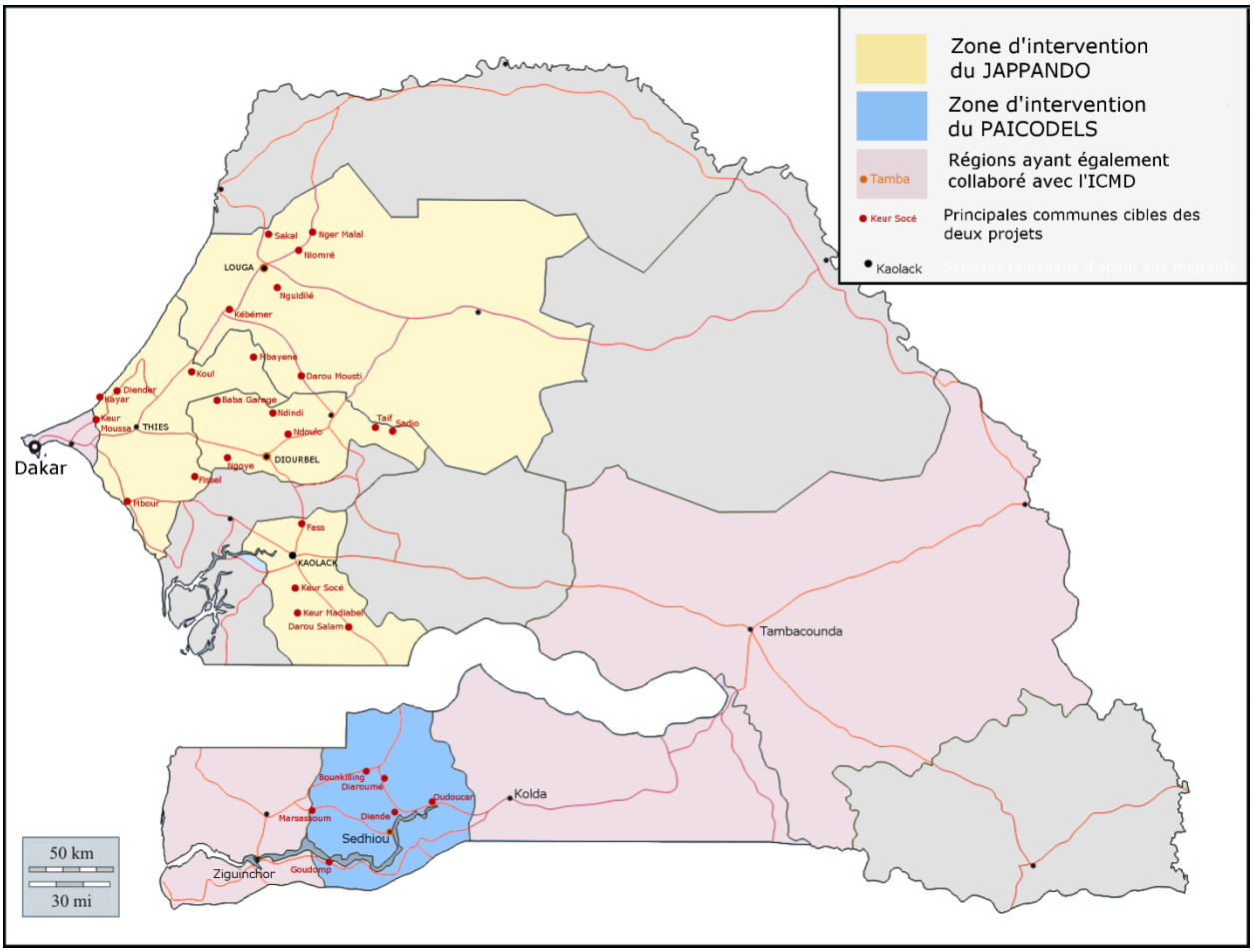
notamment l'Acte III de la décentralisation qui confie de nouvelles responsabilités aux collectivités locales, encouragent ces dernières à s'emparer des enjeux de développement local, en leur confiant de nouvelles responsabilités[14]. La question des migrations se retrouve de fait dans les débats. Cependant, sa prise en compte par les plans de développement locaux reste davantage l'exception que la règle, en partie à cause de l'absence d'outils permettant aux autorités locales d'aborder et se saisir de ces phénomènes[15].

Les projets soutenus par l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement de l'ONU s'inscrivent dans ce contexte, via deux Agences Régionales de Développement (ARD) ayant décidé de stabiliser des outils et systématiser la prise en compte des migrations à l'échelle des territoires. L'objectif est de renforcer les capacités des autorités locales à comprendre et mobiliser les migrants (émigrés comme immigrés). En plus d'apporter des réponses locales, ces expériences sont autant de modèles qui peuvent être répliqués ailleurs offrant des réponses aux enjeux nationaux décrits ci-dessus.

[14] PNDL, 2011, étude, *Clarification des rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation*

[15] ARD Diourbel, 2016, Opus Cité

# Aperçu des initiatives soutenues




*Carte d'activité de l'ICMD au Sénégal*

# *Aperçu des initiatives soutenues*

L'ICMD a aidé divers acteurs locaux et régionaux, ainsi que leurs partenaires, à intensifier leurs efforts pour exploiter le potentiel de la migration en termes de développement, au travers de 16 projets sur 3 continents, dont deux au Sénégal. En soutenant les initiatives existantes en matière de migration et de développement, l'ICMD a cherché à assurer la pleine appropriation de ces derniers par les partenaires, ainsi qu'à favoriser leur durabilité. Afin d'identifier les initiatives à étendre, une analyse a été effectuée au Sénégal pour identifier des initiatives prometteuses d'acteurs locaux et régionaux qui pourraient tirer avantage du soutien de l'ICMD. Une fois les initiatives les plus prometteuses identifiées, les acteurs locaux concernés ont élaboré, avec le soutien de l'ICMD, des propositions spécifiques pour l'élargissement de leurs initiatives, dans chaque pays. Ce processus et l'approbation des propositions ont été dirigés par le Comité de suivi national et soutenus par le Comité directeur et le Comité technique au niveau mondial. Ces initiatives, ainsi que leurs impacts sur le développement local et sur l'élaboration des politiques dans les territoires ciblés ont directement contribué à tirer des leçons et des bonnes pratiques de gestion de la migration pour le développement à l'échelon local. Les différents types d'initiatives soutenues visent à : aider les autorités locales et régionales à intégrer la migration dans leurs plans de développement local pour en tirer davantage de bénéfices ; renforcer les services destinés aux migrants afin de garantir leur insertion sociale, économique et politique ; canaliser le capital social, économique et culturel des diasporas et des associations de migrants dans des initiatives contribuant au développement durable ; promouvoir l'entreprenariat dans des secteurs clefs pour contribuer au développement local dans les territoires d'origine et de destination ; ainsi que promouvoir et protéger les droits des migrants. Les deux initiatives soutenues par l'ICMD au Sénégal sont décrites ci-dessous.

*Les acteurs locaux de Diaroumé et Bounkilling travaillent ensemble sur des stratégies migration et développement (projet PAICODELS*

## *Le PAICODEL-S : Projet d'Appui aux Initiatives de Co-Développement Economique Local dans la région de Sédhiou*

Le projet PAICODELS est une initiative portée par l'Agence Régionale de Développement de Sédhiou, organisée autour du HOM – le Help Office for Migrants, une structure préexistante au projet. Premier service à destination des migrants de la région, le HOM n'a pas vocation selon l'ARD à être une simple structure d'accueil des migrants, mais plutôt un point d'entrée fourni par l'ARD pour prendre en compte les questions des migrants au processus de développement de la région de Sédhiou, et qui s'adresse tant aux émigrés et immigrés de Sedhiou qu'aux autorités locales.

Dans cette jeune région de Casamance, troisième plus pauvre du Sénégal et fortement enclavée, l'Agence Régionale de Développement considère que les migrants de la région sont une des richesses du territoire, de par leur volonté de participer au développement de la localité. Pour cette raison il convient de mettre leurs contributions au cœur des processus de développement local, et lutter contre leur marginalisation. En effet, malgré une forte mobilité dans la région de Casamance et avec la Guinée et la Gambie, ainsi qu'une diaspora très mobilisée en France et en Espagne, la présence des migrants sur le territoire sedhois reste discrète. Faiblement structurées et extrêmement localisées, les associations de migrants se rassemblent principalement autour de micro-projets et initiatives de solidarité ponctuelles. En parallèle, les collectivités locales connaissent peu de choses sur l'identité et le nombre de leurs ressortissants, ni de leurs contributions pour leur région.

C'est pour construire et développer ces liens entre les migrants et leur territoire que l'ARD, a choisi de combiner son expertise avec celle de l'ONG *Grdr, Migration, Citoyenneté, Développement* autour de cette plateforme HOM, en se proposant d'assister et faire l'interface avec les migrants, leurs associations et leur territoire d'origine. Le Grdr est justement actif au Sénégal, en Afrique et en Europe où il appuie les représentants des migrants et des collectivités pour monter ou travailler ensemble à des projets viables, qu'il s'agisse de développement rural, ou de gouvernance des collectivités. Pour cette ONG issue de la société civile, il s'agit de mettre en lumière les complémentarités des savoirs faires des diasporas et des populations locales dans le double espace dans lequel les migrants évoluent. Ensemble, ce partenariat entre autorité publique technique et société civile a permis la mise en place plusieurs outils articulés, autour du HOM, qui ont étendu la mobilisation, les services et les stratégies de développement local en lien avec la migration.

Il s'agit donc de différents axes d'intervention complémentaires qui permettent d'établir et de consolider des structures dans la région de Sedhiou qui prennent en compte les enjeux de migration et développement. Parmi ces structures au service des collectivités et des migrants, on peut mentionner :

- **La plateforme HOM comme outil de mobilisation et de communication** : Davantage qu'un service accessible aux seuls visiteurs du bureau, le HOM s'est construit comme un dispositif de mobilisation des migrants à Sedhiou et à l'étranger, et des acteurs locaux dans la région de Sedhiou. Dans un premier temps, il s'agissait de mieux identifier qui sont les migrants et les projets qu'ils portent, afin de faciliter leurs démarches auprès des dispositifs d'accompagnement et de

financement, et la prise de contact avec les élus locaux. En plus de ce travail d'appui individualisé, le HOM est devenu un point d'entrée pour toute question liée aux projets des migrants. Il assure ainsi un travail de liaison, qu'il s'agisse d'attentes de la diaspora, relayées par des points focaux dans la société civile en France et en Espagne, ou en informant et sensibilisant les élus et leurs services municipaux.

En assurant à la fois une présence physique à l'étranger via les points focaux membres de la diaspora, un accompagnement personnalisé en ligne, et une mobilisation locales des autorités, le HOM a réussi à s'établir comme une structure de confiance puisque pas moins de 4 300 migrants et 68 associations de migrants sont aujourd'hui enregistrés dans la base de données du HOM, et celui-ci a traité près 150 demandes d'assistance. Une dizaine d'acteurs locaux (Conseils départementaux, autorités locales) ont également commencé à alimenter la plateforme HOM avec leurs plans de développement locaux de développement soumis à l'approbation de la diaspora, sans oublier les informations et opportunités de financement relayées sur le site (http://hom.ardsedhiou.org).

*La plateforme internet HOM rassemble toutes les informations utiles pour les migrants et acteurs locaux de Sedhiou*

- **Le Fond d'Appui PAICODELS** : L'ARD a voulu démontrer qu'avec un appui financier minimal des projets portés par les migrants pouvaient avoir un gros impact tant en termes d'intégrations que de créations d'emplois durable, à condition d'avoir un ciblage et un accompagnement de qualité. 20 millions de Francs CFA sous forme de cofinancement ont été attribués en impliquant les représentants des conseils départementaux, des maires et de la société civile pour sélectionner les projets les plus en phase avec les priorités de développement local. 10 projets ont ainsi bénéficié de petites bourses de 2 millions de FCFA qui, combinées à l'investissement des migrants ont permis de créer au bout d'un an et demi, 43 emplois directs et 760 emplois indirects, tout en

contribuant au développement de la filière avicole et la commercialisation de pain dans la région, là où ces deux denrées faisaient défaut.

Bien que seule une partie des ressources du PAICODELS ait pu être allouée à ce fond, il a permis de soutenir des profils de migrants très différents (de retour, en migration, hommes et femmes, projets individuels et communautaires), constituant autant de types de projets différents qui ont fait leur preuves. En démontrant la capacité de réussir des projets même avec un petit financement, le Fond a permis d'enclencher une dynamique d'accompagnement du HOM auprès des migrants, et de visibilité auprès des acteurs de la diaspora, qui ouvre la porte à des financements futurs potentiels.

**Témoignages : Impressions du PAICODELS**

« Je suis allé en France en 2000 et en Italie. J'ai commencé à travailler normalement et j'ai envoyé de l'argent à ma famille. Je suis resté en Italie jusqu'en 2009 quand il y a eu la crise et pensé revenir ici. Dans toute la Casamance, personne ne fait de poussins, et tout le monde est obligé d'aller les chercher à Dakar. Mais si on arrive à faire des poussins ici, le prix du poulet de chair va baisser à Sedhiou.

Pour être bien conseillé, c'est bien sûr les acteurs du service du développement de la région, parce que je peux avoir une idée de projet ici qui n'est pas bien pour ma localité. Au début, je ne pensais pas faire le poulailler, et puis j'ai parlé avec l'ARD qui m'ont expliqué que je pouvais faire à la fois le poulailler et le maraichage. Ca permet d'embaucher plus de personnes et avoir plus de stabilité »

*Sissao Drame, bénéficiaire du fond PAICODELS à Sedhiou*

*A développé un poulailler, avec le soutien de l'Agence Régionale de Sédhiou et du Grdr, qui alimente maintenant plusieurs marchés en Casamance.*

« La, ca me permet d'avoir des conseils parce que c'est des gens qui sont sur place, qui vont me dire où ça va marcher, et où ça marchera pas. Ça me permet de modifier ma manière de faire et mon projet. »

Holemata Thiobane, présidente de l'association Welimy en France
vient en appui au groupement de femmes dans le maraichage et l'agriculture

Les migrants ont éprouvé le vœu de continuer à faire des rencontres qui permettent de consulter tout le monde.

Dans les 14 collectivités locales du département, les maires ont le besoin d'avoir ces migrants dans le conseil municipal pour qu'ils puissent participer à l'élaboration des plans communaux de développement. Quand vous faites le plan de développement de la commune, un migrant de migrants peut dire "dans tel domaine, notre association peut intervenir". Mais si ils ne sont impliqués la dedans, ils ne seront jamais impliqués. C'est pourquoi on les oblige maintenant à

venir au niveau de chaque collectivité locale, se faire inscrire et même les avoir comme élus dans les conseils.

Les migrants commencent à comprendre qu'aujourd'hui la migration n'est pas la seule solution, et que même à l'étranger, on doit préparer ses retours, et que les jeunes n'ont pas nécessairement à prendre les mêmes risques qu'ils ont pris eux pour migrer. Il faut positiver la migration, afin de créer les conditions ici pour que ceux qui sont là-bas, puissent s'épanouir ici.

On doit montrer à nos jeunes qu'on peut réussir ici comme on a réussi ailleurs.

*Seni Mandiang, maire de Marsassoum*

- *Avec le soutien du PAICODELS, il a mis en place des cadres de concertations avec ses émigrés et les immigrés résidant dans la commune***L'Espace Migration et Développement de Sedhiou - EMDS :** Afin que la prise en compte des phénomènes de migration ne reste pas qu'une question technique traitée par l'ARD, l'Agence et le Grdr ont travaillé avec les conseils départementaux pour créer cette association régionale permettant d'avoir un cadre de discussion rassemblant 11 familles d'acteurs différents (société civile, autorités locales, groupements de femmes, journalistes…) et définir les priorités de la région en matière de migration et de développement. En coopération avec la région de Kayes au Mali, les membres de l'EMDS ont pu s'inspirer de leurs cousins maliens pour cette structure permettant de donner une visibilité politique à la question de la migration et du développement

  Entre les discussions thématiques, le travail de mobilisation locale et de représentation à l'étranger, et l'engagement de chaque famille d'acteurs, l'EMDS a réussi à s'imposer en très peu de temps comme une structure crédible au service des collectivités ET des migrants, et qui créé des passerelles de discussion aussi bien entre les migrants à l'étranger et leurs municipalités, mais aussi entre immigrés, émigrés et élus à l'échelle des collectivité, et entre les collectivités française et espagnole et celles de la région de Sedhiou.

- **Les études réalisées par le projet PAICODELS :** La qualité d'un service destiné aux migrants dépend de sa pertinence par rapport aux enjeux et attentes desdits migrants. C'est pourquoi le travail de mobilisation de l'ARD, du Grdr et de l'Université Assane Seck de Ziguinchor s'est effectué autour de la collecte des données tant en région de Sédhiou qu'à l'étranger. Avec la création de répertoires d'associations des migrants, d'inventaire des projets portés par les migrants, et l'élaboration de profils migratoires pour des localités particulièrement touchées par la migration, le PAICODELS a créé de nouveaux outils de diagnostics, indispensable à la mise en place de stratégie migration et développement local tels que l'élaboration de profils migratoires de collectivités, de répertoires d'associations de migrants et de projets de la diaspora, et de fiches méthodologiques pour développer ses relations avec la diaspora.

  L'intérêt de ces études réside dans l'appropriation qui en est faite par les acteurs locaux, tant dans la collecte des données (élus et migrants dialoguent avec les enquêteurs sur leurs difficultés et ambitions), que dans la diffusion et leur usage. Une fois validées au cours d'exercices d'animation

locale multi-acteurs, les études sont portées par les autorités locales elles-mêmes comme base de discussion avec leur diaspora.

*Les animateurs du HOM et du BAOS à l'ARD accueillent les migrants et acteurs locaux*

- **Les missions double-espace** : Le Grdr apporte ici son expérience en matière de co-développement, perçu comme la création de relations mutuellement bénéfiques entre deux territoires. En préparant avec beaucoup d'attention des visites auprès de la diaspora sénégalaise, l'ARD et le Grdr ont pu sensibiliser les élus locaux sur les difficultés rencontrées par leurs ressortissants, renforcer la confiance entre élus et migrants, et poser les pistes de nouveaux partenariats.

  Bien organisées, des missions double-espace permettent autant aux migrants qu'aux autorités locales d'améliorer leurs pratiques et relations les uns envers les autres : les associations de migrants en France et en Espagne ont commencé à se structurer sous forme d'associations et de fédérations, tandis que les autorités locales renforcent la clarté autour de leur rôle et de leurs priorités de développement. En 2016, une vingtaine de pistes de partenariats sont en train d'être développées suite à ces rencontres, entre les migrants, leurs localités d'accueil et leur territoire d'origine. Certaines de ces négociations ont abouti en 2017, avec la conclusion d'accords de coopération décentralisée, notamment entre collectivités espagnoles et sédhoises pour la mise à disposition de matériel médical, l'accompagnement au montage de projets, et la définition conjointes de plans de développement entre certaines collectivités et leurs migrants.

En proposant une approche de la migration et du développement centrée autour de la gouvernance locale multi-acteurs, le PAICODELS a pu créer un cadre durable d'échange entre les autorités locales, maintenant sensibilisées et actrices de la Migration, et les migrants, se sentant davantage considérés comme acteurs de développement. La région de Sédhiou a quant à elle gagnée en visibilité grâce au dynamisme de l'ARD et des autorités locales et départementales qui se mobilisent en faveur des questions migratoires.

## *Le JAPPANDO – La mise en réseaux multi-acteurs pour le développement local*

L'Agence Régionale de Développement de Diourbel et ses partenaires du secteur privé ont adopté une approche sensiblement différente vis-à-vis de la thématique migration et développement. Du fait du caractère plus individualiste de la diaspora issue du bassin arachidier (régions de Diourbel, Kaolack, Thiès et Louga), l'ARD a adopté une approche par l'accompagnement de projets et partenariats productifs portés avec ou par les migrants.

L'ARD est impliquée de longue date avec une fédération de migrants entrepreneurs autour d'un projet *Migrant STEP* (précédemment soutenu par l'ICMD) pour appuyer techniquement les migrants porteurs de projets. En 2014, ils ont décidé d'élargir le dispositif, afin d'avoir un maillage territorial sur quatre régions autour de Bureaux d'accueil des migrants (*Helpdesks*), associé à un bureau JAPPANDO à Dakar pour mobiliser et capter des opportunités de partenariat. De ce fait, la mobilisation de partenaires et de migrants depuis la capitale est associée à la sensibilisation des autorités locales pour que ces dernières soient mieux équipées pour accueillir des projets portés par les migrants, et les guider vers des pistes d'investissements productifs.

*Les acteurs locaux et Diourbel échangent avec les représentants des migrants sur les dispositifs pour mieux les accompagner dans leurs projets*

Une des difficultés rencontrées par le projet JAPPANDO, liée au contexte de crise en Europe, a été que les migrants intéressés par un soutien local étaient beaucoup plus nombreux qu'auparavant, avec des profils et attentes beaucoup plus variés que la cible initiale de migrants entrepreneurs ayant des capacités de financement. Les partenaires du projet ont également dû faire face au manque de données concernant les migrants, et le manque de préparation des autorités locales.

La contribution du JAPPANDO a donc été concentrée sur l'opérationnalisation des services dédiés aux migrants (les *helpdesks*). A travers cette approche, les résultats suivants ont été obtenus :

- **Les services décentralisés pour les migrants** : Au fur et à mesure des rencontres organisées avec les autorités locales et les migrants, les Helpdesks ont été positionnés dans quatre régions au sein des ARD de Diourbel, Thiès, Kaolack et Louga de façon pleinement opérationnelle, avec la capacité d'orienter les demandes tant des migrants de retour volontaire, forcé, en court séjour, sans oublier les migrants de la diaspora et les potentiels candidats à la migration.

  L'opérationnalisation a en grande partie été possible grâce à la présence et eu dynamisme des animateurs de ces services (sélectionnés parmi les techniciens des agences régionales de développement), qui se sont rendus dans les municipalités d'origines des migrants pour échanger directement avec elles et leurs ressortissants, afin de mieux comprendre et répondre à leurs besoins. En profitant de la position privilégiée de l'ARD à l'échelle régionale comme acteur de développement, les helpdesks ont pu se constituer un réseau régional permettant de soutenir techniquement les migrants en faisant la demande.

- **La sensibilisation et la mobilisation des autorités locales** : Bien que de nombreux élus aient conscience des enjeux de la migration, peu savaient comment intégrer la question dans leur politique locale. Les ARD et leurs partenaires ont mis en place des formations axées sur le renforcement des capacités des autorités locales afin qu'elles puissent évaluer leurs forces et leurs faiblesses et les comportements des migrants de leur territoire, les aidant ainsi à définir clairement leur capacité de soutien et de mobilisation des migrants. Une soixantaine de municipalités ont ainsi travaillé aux techniques et enjeux de mobilisation et accompagnement des migrants. Au début de l'année 2017, une quinzaine de municipalités avaient effectivement démarré des processus de dialogues et appui aux groupements de migrants à travers les 4 régions.

  Dans plusieurs cas, les animateurs ont effectué ces rencontres locales en mobilisant également les migrants et leurs associations, créant ainsi les premiers cadres de discussion entre autorités locales et migrants. Cela a amené à la formalisation d'associations de migrants dans quatre régions, ainsi que des cadres de discussions pérennes. L'accompagnement se poursuit par un accompagnement des autorités locales et conseils départementaux qui en font la demande : l'ARD identifie ainsi avec la municipalité un personnel de la mairie formé sur les enjeux de migration, et la façon d'intégrer les mobilités dans la planification locale ou dans les projets de coopération, qui en retour s'assurer de la prise en compte et l'implication des migrants dans les différentes activités de la commune. 25 autorités locales ont à ce jour désigné un point focal

migration assurant le suivi de ces questions migration et développement à l'échelle locale avec le soutien des ARD.

**Témoignage : *« Tant que la question n'est pas débattue au niveau local, on ne peut pas prétendre résoudre le problème. »***

« Avec le projet JAPPANDO, la problématique a été agitée : le simple fait que l'on puisse discuter autour de la question migratoire est un pas important pour trouver des solutions ensemble. Ca a permis à des migrants de se faire connaitre, de dire « nous sommes là, nous avons des besoins, mais nous ne savons pas à qui parler ». Ca a créé une émulation au niveau local.

Dans la région, la problématique migration & développement est le parent pauvre de la migration et développement, et le projet a permis de faire ressentir la nécessité d'intégrer cette dimension dans les plans de développement locaux. Les élus locaux avec qui nous travaillons se rendent compte qu'il y a un travail à faire un niveau local, et que la migration représente un énorme potentiel qui demande à être appuyé. »

*Kandé Samba Diop, animateur du Desk de Thiès au sein de l'Agence Régionale de Développement de Thiès.*

Pendant le projet JAPPANDO, 8 municipalités particulièrement concernées par la migration ont été appuyées par l'ARD pour organiser leur relation avec les migrants, et les prendre en compte dans les priorités de développement local. Suite au projet, de nouveaux partenaires de la diaspora et de la coopération internationale se sont alliés à l'ARD pour accompagner d'autres communes de la région dans l'identification et les stratégies d'accompagnement des migrants de retour.

- **La mobilisation de la diaspora sénégalaise à l'étranger** : Pour répondre au manque d'information de la diaspora sur les dispositifs d'accompagnement à leur disposition, l'ARD s'est associée avec des organisations du secteur privé, notamment des réseaux d'entrepreneurs migrants de retour, pour cibler les communautés sénégalaises migrantes à l'étranger, en Espagne et au Brésil. Cela a permis d'aller prendre la mesure des besoins et attentes des migrants, leur donner toutes les informations et contacts en lien avec leur territoire d'origine et idées de projet, tout en combinant cela avec les offres de services privées (assurance, assistance) offertes par le secteur privé, et les pistes de partenariats de coopération décentralisées exprimées au niveau des localités d'accueil.

  Que ce soit en Espagne ou au Brésil, les deux communautés sénégalaises établies à l'étranger ont fait part de leur marginalisation et de leur difficulté à faire connaitre leurs besoins et leurs projets. L'ARD et ses partenaires jouent ainsi le rôle de ponts entre les territoires, les partenaires du secteur privé chargés de mobiliser les émigrés, tandis que l'ARD assure la liaison avec leur territoire d'origine, et aide à formaliser les relations. Ces liens ont par exemple permis de résoudre certaines difficultés administratives rencontrées par la communauté sénégalaise au Brésil via l'intermédiation de l'ARD et ses partenaires auprès des autorités brésiliennes et sénégalaises.

- **Les pistes de partenariats innovantes** : Le projet JAPPANDO capitalise sur les engagements de différents acteurs de la coopération, de fédérations de migrants et programmes de coopération pour le développement qui cherchent à se positionner au Sénégal, mais qui manquent de connaissances locales pour implanter leurs projets. La mobilisation liée au JAPPANDO a permis de mettre sur pied de nouveaux partenariats avec des organismes de formation en Hollande, la chambre de Commerce et d'artisanat en Vénétie, certaines collectivités françaises et espagnoles, des programmes de coopération agricole au Brésil, ainsi que certains programmes nationaux du Sénégal cherchant à s'implanter avec des relais locaux.

Par l'intermédiaire de l'ARD et ses partenaires engagés sur les questions de migration et de développement, le JAPPANDO se fait le relai de la décentralisation, entre les niveaux nationaux ou internationaux et les territoires. Dans un contexte où la région de Diourbel manque d'opportunités économiques pouvant irriguer ses territoires, le JAPPANDO permet de mieux équiper les acteurs locaux à capter ces financements et devenir plus engagés.

*Les animateurs des Desks échangent leurs bonnes pratiques pour améliorer leur dispositif d'accompagnement*

Alors que les autorités locales partenaires sont mieux équipées au terme du projet, pour faire face aux défis de la migration, les partenariats négociés par les ARD offrent les opportunités de mettre en pratique ces connaissances et engagements pris au travers des quatre régions.

Dans le même temps, les leçons retenues en termes d'accompagnement des migrants et des autorités locales constituent une expertise mise au service des programmes nationaux sénégalais visant les migrants ou la planification locale, tels que le dispositif BAOS (Bureau d'Accueil d'Orientation et de Suivi

de la Direction générale des Sénégalais de l'Extérieur) et du Programme National de Développement Local.

**Témoignages : impressions du JAPPANDO**

Grace au projet JAPPANDO, les conseillers départementaux et municipaux ont beaucoup édifié sur l'apport des émigrants.

Notre mission, c'est d'organiser les émigrés qui contribuent au développement de la région, mais de manière dispersée. Et la meilleure façon, c'est d'aller vers eux là où ils se trouvent, et aussi comment aller vers les migrants déjà rentré qui ne viendront jamais nous voir. Nous devons mettre en place un politique de marketing pour s'approcher de ces migrants qui ont des projets et des ambitions, mais ne savent pas, ou n'ont pas confiance par où commencer.

*Alioune Gueye, Conseil départemental de Diourbel*
*Président du Comité de pilotage du JAPPANDO et élu bénéficiaire du JAPPANDO*

Quand on parle du développement d'une commune, il faut associer tous les acteurs concernés. Mais si on ignore l'expérience des migrants, ça va poser un problème. Eux ils sont allés dans les pays développés, ils ont vu beaucoup de choses qui pouvaient servir au développement local qui n'est pas valorisé ici car il n'y a pas de politique migratoire et il n'y a pas d'orientation adéquate.

Ousseynou Gueye, Président de l'Association des Migrants du BAOL
Partenaire local de l'ARD pour le JAPPANDO

# *Renforcements de capacités pour améliorer l'efficacité*

## *Renforcements de capacités pour améliorer l'efficacité*

Les autorités locales et régionales peuvent parfois manquer de capacités et d'expérience pour gérer le contexte migratoire afin de renforcer le développement local. Une composante importante du travail de l'ICMD a par conséquent été de s'assurer que les leçons apprises et l'expérience de l'ICMD, de ses partenaires et des projets eux-mêmes viennent alimenter une double approche du renforcement de capacités : 1) au travers de la création de trois principaux produits de connaissance - « la Boîte à Outils de l'ICMD »[16] - et deux cours en ligne – disponibles gratuitement pour tous ; 2) un coaching spécifique et un renforcement de capacités adapté destinés aux partenaires dans les pays cibles de l'ICMD afin de renforcer leurs capacités en termes de gestion de la migration afin d'augmenter l'impact sur le développement.

La boîte à outils de l'ICMD est un ensemble de matériels de formation, qui constituent un outil flexible et complet pour les acteurs locaux (autorités locales, société civile, associations de migrants, universités, organisations internationales, etc.) sur comment intégrer la migration dans la planification du développement local, afin d'exploiter au mieux le potentiel de développement de la migration. La boîte à outils a été élaborée par les partenaires de l'ICMD, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Centre international de formation de l'Organisation internationale du travail (CIT-OIT), en étroite coopération avec l'UGP. Grâce à l'Académie ICMD, l'ICMD a réuni ces partenaires de tous les pays cibles pour les former à l'aide de cette boîte à outils. En outre, « Ma boite à outils de l'ICMD » a été transformée en un cours d'apprentissage en ligne intitulé « Ma boite à outils de l'ICMD en ligne » sur la migration et le développement local » et développé par ITC-ILO.

Le coaching et le renforcement des capacités ont été fournis par les points focaux de l'ICMD dans les pays et adaptés aux besoins spécifiques et aux lacunes dans les connaissances, identifiés au travers d'une évaluation des besoins.

L'Académie de l'ICMD, et la formation et le coaching personnalisés fournis par les points focaux dans les pays visaient principalement les acteurs locaux, y compris les autorités locales et régionales, ainsi que d'autres acteurs clés tels que la société civile, le secteur privé et les milieux universitaires. Afin d'assurer un soutien et un appui national et donc de renforcer la cohérence verticale des politiques, les autorités nationales ont également été ciblées.

Le programme ICMD se positionne donc en soutien aux initiatives PAICODELS et JAPPANDO financées au Sénégal. Cet appui technique consiste en un accompagnement mis en place sur mesure en fonction des besoins exprimés par les partenaires de mise en œuvre.

Cette section souligne les deux principales composantes et les résultats des efforts de renforcement de capacités mis en œuvre au Sénégal.

[16] Accédez aux matériaux de formation ici : http://www.migration4development.org/fr/resources/toolbox/training

*Les partenaires de l'ICMD à Turin pour échanger leurs expériences avec les acteurs locaux des 8 pays soutenus par l'ICMD*

## *Appui direct aux équipes du projet PAICODELS*

Dans le cadre du projet PAICODELS, la priorité identifiée était l'appui à la mise en place d'une nouvelle structure : l'Espace migration et développement de Sédhiou, une association régionale servant de cadre de discussion entre les acteurs locaux et régionaux, pour échanger sur les priorités de la région en matière de migration et développement. Aux différentes étapes de sa mise en place, il s'agissait de travailler avec les acteurs le faisant vivre sur la manière de positionner durablement cette association dans la région de Sédhiou, et d'en faire un point de passage incontournable pour les discussions où enjeux ayant trait à la migration. L'ICMD en collaboration avec l'ARD de Sedhiou a donc travaillé à différentes interventions et ateliers avec les membres de l'Espace Migration et Développement pour préparer et soutenir les membres dans le travail de promotion et de mise en réseau de l'espace. Les renforcements de capacité se sont concentrés sur la réflexion autour de l'EMDS en s'appuyant sur les exemples d'autres pays ayant fédéré leur diaspora autour de débats locaux ainsi que sur les parcours migratoires et enjeux rencontrés par les migrants au travers de leurs différentes formes d'engagement (insertion, montage de projets, modalité d'expressions et de manifestation). Cela a permis de définir avec les acteurs locaux le rôle et l'apport que chacun peut apporter pour 1/ créer une relation de confiance durable entre acteurs locaux et communautés migrantes en France et en Espagne et 2/ clarifier les services et soutiens accessibles à l'échelle locale aux migrants (appuis techniques, formation, soutien psychologique, mise en réseau, etc).

Ce renforcement des capacités a permis aux partenaires extérieurs à l'ARD de Sedhiou, notamment les membres de l'Espace migration et développement de Sédhiou, de mettre en place leurs stratégies de promotion, de consolidation et de pérennisation autour de cet espace, ainsi que de doter la région de Sedhiou d'un cadre de référence sur les questions de migrations, et des orientations qu'elle préconise en matière d'appui à la diaspora et aux flux migratoire. Cela s'est fait particulièrement en croisant l'expertise de l'ONG *Grdr, Migration, Citoyenneté, Développement*, dans ce domaine, avec les outils de l'ICMD pour procéder à la définition de ces stratégies et méthodologies d'intervention locale.

« Mon appréciation des renforcements de capacité de l'ICMD ne peut être que positive. Je demandais depuis le début des renforcements de capacité parce que même si je travaille depuis 6 ans sur le développement local, je ne connaissais pas assez les questions de migration. Dans le cadre des formations avec l'EMDS et le PAICODELS, on a eu beaucoup de points sur la migration et les mobilités qui étaient très appréciés. Les techniques de communication avec les migrants nous ont été particulièrement utiles parce que nous étions confrontés à des migrants assez frustrés qui venaient nous rencontrer et il fallait les accueillir. Nous étions aussi novices sur le montage de projets qui respectent les canevas de financement. Les formations nous ont permis de mieux accueillir les migrants. »

*Bousso Ndiaye, animatrice de l'Espace Migration Développement de Sedhiou*

## *Appui direct aux équipes du projet JAPPANDO*

Dans le cas du projet JAPPANDO (régions de Diourbel, Kaolack, Thiès et Louga), sur la base d'un diagnostic des besoins, le renforcement des capacités des agents des Agences Régionales de Développement a été identifié comme nécessaire pour la mise en place de centres de soutien aux migrants (*helpdesks*). En effet, la gamme de service pouvant être offerte par les centres et les techniques d'adaptation de ces offres de services sont multiples. En utilisant la boite à outils de l'ICMD, les animateurs des bureaux ont pu étudier et sélectionner les techniques les plus adaptées pour mener à bien leur mission tant auprès des migrants que des autorités locales.

En termes d'impact, les formations, ateliers et accompagnements mis en place ont permis d'établir des feuilles de route stratégiques détaillées avec les animateurs du projet dans les quatre régions couvertes par le JAPPANDO. Tout au long du déroulement de ces stratégies, l'ARD Diourbel et l'ICMD ont épaulé les animateurs pour faire régulièrement le point sur les difficultés rencontrées sur le terrain, et mettre en commun les stratégies pour une intervention plus harmonisée d'une région à l'autre.

« L'équipe du JAPPANDO a retiré du projet des enseignements en termes de capacités d'apprentissage et de coaching, non seulement à destination des migrants, mais aussi des autorités locales. Les animateurs sont maintenant en mesure d'adapter et ajuster leur coaching pour l'apprentissage et la sensibilisation des différents acteurs locaux. Cela rend l'ARD capable, au-delà du projet, de former et accompagner les nouvelles générations d'élus, ainsi que ceux qui se lanceront dans leur processus de planification locale.

Sans prétendre être des experts, on s'estime très solide pour ce qui est des capacités à s'exprimer et conseiller sur les questions migratoires, et dresser les passerelles avec les compétences habituelles liées

au développement local : les liens entre migration et développement, et les facteurs nécessaires pour des collaborations fructueuses de la part des migrants et autorités locales sont maintenant des domaines sur lequel les ARD ont une expertise à apporter. Cela a été possible avec les sessions de formation et les ateliers d'échanges organisés avec l'ICMD, mais aussi lorsque l'ICMD nous a convié à d'autres activités de formation organisées à Dakar ou en Casamance. Ça nous a permis d'apprendre des autres expériences dans le Sénégal. »

*Ousseynou Seck, Animateur du Desk central de Diourbel dans l'Agence Régionale de Développement de Diourbel ; Projet JAPPANDO*

En outre, les principaux partenaires de mise en œuvre des deux projets ont participé en 2015 à l'Académie ICMD de Turin qui rassemblait les porteurs de projets des 8 pays de mise en œuvre de l'ICMD, afin de mettre en commun les expériences de chacun, autour des modules thématiques de l'ICMD. Cette formation qui a rassemblé plus de 80 personnes a permis un échange au-delà des frontières, ainsi que la mise en pratiques des outils proposés par l'ICMD. Tout au long des projets, l'ICMD a aussi accompagné les agences pour le déroulement du projet pour ce qui est des rapports, documents de suivis et aspects budgétaires requis par les programmes des Nations Unies, de l'Union Européenne et de la Coopération suisse, leur permettant ainsi de mieux faire face aux exigences des bailleurs.

## *Appui complémentaire aux projets : Des activités de formation à destination des bénéficiaires et partenaires des projets, plus particulièrement des autorités locales.*

Afin que les acteurs au Sénégal s'approprient les outils ICMD et ceux mis au point par ses partenaires, divers partages d'expérience entre les porteurs de projets Migration & Développement ont été organisés. Il s'agissait notamment de mettre en valeur les méthodologies et les expertises des acteurs sénégalais et de les partager largement avec divers acteurs locaux intéressés par ces enjeux.

*Lors de l'Académie Migration & Développement de Ziguinchor, l'ICMD et le Grdr travaillent avec les acteurs locaux de 3 régions aux techniques de migration et développement*

Ainsi, une formation s'est tenue à Ziguinchor en février 2016 rassemblant 75 participants des trois régions de Casamance. En réunissant des autorités locales et représentants des principales associations de la société civile sensibles aux questions de migration et développement, l'ICMD avec le Grdr ont pu, pendant trois jours, travailler avec les élus, leurs représentants et collaborateurs à proposer des outils pour permettre une meilleure prise en compte des migrants dans la planification locale. Cela a permis principalement de réunir les conditions de mises en œuvre du projet PAICODELS en région de Sédhiou, en mettant en place un réseau d'autorités locales motivées et équipées pour démarrer des collaboration migration et développement. Pour les régions voisines de Kolda et Ziguinchor, cela a permis d'amorcer une réflexion entre autorités locales et leurs partenaires de la société civile, ou de porter plus loin les réflexions entamées, avec les agences régionales de développement comme soutien technique capable de les accompagner dans leurs nouvelles stratégies.

Dans la région de Diourbel, Thiès et Kaolack, des renforcements de capacité ont également été conjointement organisés par l'ICMD avec ses partenaires des ARD dans les régions de mise en œuvre du projet JAPPANDO : en appui à l'implantation du projet et pour amorcer la discussion avec les acteurs locaux, ces sessions de sensibilisation des autorités locales et de leurs partenaires ont permis de les informer sur les enjeux liés à la migration et au développement, au soutien proposé par le JAPPANDO, ainsi que pour poser des bases de collaborations entre les acteurs locaux. En associant leurs forces, les ARD et l'ICMD ont pu exposer méthodologiquement les liens entre migration et développement pouvant se manifester dans ces régions, et ont suscité la discussion avec les autorités locales sur leurs besoins, et le degré de prise en compte de la migration dans leur localité. Cela a permis de susciter un intérêt manifeste pour les services proposés par le JAPPANDO et d'élargir ainsi les réseaux d'acteurs locaux des ARD.

Ces formations ont dans l'ensemble rencontré un vif succès de la part des autorités locales et de leurs partenaires, qui ont fréquemment demandé à ce qu'elles soient suivies d'autres modules complémentaires. Les ARD du JAPPANDO ont mis en place ces formations complémentaires aux niveaux régional et départemental et en organisant des ateliers locaux pour approfondir les échanges dans le cadre du programme JAPPANDO.

Afin d'encourager la pérennisation des formations et de démontrer leur intérêt en tant qu'appui proposé aux autorités locales, l'ICMD s'est efforcée, lors de ces rencontres (en Casamance et dans les régions du centre), d'inviter également les parties prenantes nationales, afin de réfléchir avec elles à l'institutionnalisation de ces activités de renforcements de capacité. La participation de la Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur, et du Programme National de Développement Local ont ainsi permis de partager, par la pratique, les modules dispensés avec ces représentants nationaux. Ces sessions ont ainsi servi de bases aux échanges menés à Dakar pour l'inclusion des méthodologies de l'ICMD et de ses partenaires dans les programmes des institutions. Cela a permis d'initier de nouvelles collaborations avec les acteurs étatiques autour de l'accompagnement des migrants (DGSE) ou de la planification locale (PNDL), sur la base des partages d'expertises réalisés dans le cadre de ces renforcements des capacités.

Malgré qu'un temps long soit souvent nécessaire, les renforcements de capacités reposant sur le partage d'expertises des acteurs locaux pose les bases de futures projets, en montrant les bonnes pratiques et dispositions locales existantes pouvant servir de cadre favorables à de nouveaux programmes.

*Les étudiants chercheur de l'université Assane Seck de Ziguinchor apportent un appui important à l'accompagnement des autorités locales*

# *Intégrer la migration dans les plans de développement locaux*

## *Intégrer la migration dans les plans de développement locaux*

La nature du phénomène migratoire, et l'environnement dans lequel il prend place est souvent très varié et complexe, faisant de la migration une question transversale qui a un impact sur tous les aspects de la gouvernance. Cela est particulièrement évident au niveau local compte tenu de la dimension locale à locale de la migration : les migrants provenant des mêmes régions d'origine ont tendance à se concentrer dans les mêmes régions de destination. Ainsi, les contextes de migration et de développement, même au sein d'un pays, sont extrêmement variés. Les autorités locales et régionales, en coopération avec d'autres acteurs locaux clés, sont donc les mieux placées pour comprendre la dynamique migratoire unique de leur territoire et fournir une réponse efficace et adaptée visant à favoriser le développement. Compte tenu de cette nature transversale et multiforme de la relation entre migration et développement, il est préférable d'entreprendre une telle intervention de manière systématique et globale : cela peut se faire en intégrant directement les migrations dans la planification des politiques locales, en évaluant les incidences de la migration sur tous les secteurs, et en prenant en compte ces éléments dans l'élaboration des stratégies de développement local. En adoptant une telle approche, cela permet à la migration d'être intégrée dans une stratégie de développement plus large, encourageant une approche cohérente plutôt que des actions fragmentées et non-coordonnées. En effet, une telle approche promeut une meilleure coordination parmi les différents ministères ainsi que les différents acteurs, conduisant vers de meilleures politiques. Intégrer la migration de manière transversale dans la planification locale du développement peut être entendue comme un processus, destiné à insérer la migration comme un paramètre relevant de multiples domaines politiques, au travers de mécanismes multipartites s'insérant à tous les échelons[17].

C'est dans ce contexte que, au travers de l'élaboration d'un plan de travail politique pour chaque pays cible de son programme, **l'ICMD a plaidé avec succès pour intégrer de manière transversale la migration et le développement dans les politiques, plans et programmes locaux** en promouvant et partageant les bonnes pratiques et les leçons apprises auprès d'un public plus large de partenaires et autres acteurs locaux ou nationaux. L'inclusion des acteurs nationaux dans ces processus a été un facteur de succès essentiel pour obtenir l'approbation et le soutien nécessaire afin que les leçons et les bonnes pratiques du niveau local puissent être prises en compte au niveau national. En effet, dans certains cas, le travail politique de l'ICMD a permis de répliquer ces pratiques dans d'autres localités ou régions du pays concerné ou bien d'inclure les aspects de la mobilité humaine dans l'élaboration des politiques locales et nationales. Cette section souligne les efforts entrepris et les résultats atteints dans cette optique au Sénégal.

[17] ICMD, 2015, White Paper on Mainstreaming Migration into Local Development Planning and Beyond. Available here: http://www.migration4development.org/sites/default/files/final_mainstreaming_white_paper_www.pdf

Au Sénégal, la migration est prise en compte de manière inégale dans la planification locale, selon les régions et les collectivités, en fonction du dynamisme de la diaspora et de l'implication des autorités locales. Si ces efforts sont de plus en plus reconnus au niveau national, peu de dispositifs sont institutionnalisés ou simplement soutenus par le gouvernement. Le succès des projets soutenus par l'ICMD a démontré la pertinence d'avoir des services à destination des migrants accessibles localement. Les échanges ont permis de démontrer la nécessaire prise en compte ces populations dans les stratégies de développement local.

Le troisième acte de la décentralisation mis en œuvre au Sénégal permet justement de conférer de nouvelles compétences aux autorités locales pour la planification, associé à des programmes de soutien pour renforcer les capacités des collectivités à gérer ces nouveaux défis (notamment avec le Programme national de développement local). De même la Direction générale des sénégalais de l'extérieur – DGSE - est engagée dans un processus de déconcentration de son action, afin de mieux répondre aux besoins des sénégalais de l'extérieur dans leurs territoires de vie. Une des premières actions de la DGSE a donc été de mettre en place son dispositif de Bureaux d'Accueil d'Orientation et de Suivi des sénégalais de l'extérieur – BAOS – au niveau des Agences régionales de développement de Diourbel et Sedhiou qui ont été précurseur dans ce domaine. Enfin, le Sénégal est actuellement engagé, avec l'OIM, dans l'élaboration d'un document de politique nationale migratoire réalisant un état des lieux des stratégies de chaque ministère vis-à-vis des populations migrantes, autour d'un diagnostic et d'une approche commune. Une plus grande harmonisation de ces dispositifs donne justement l'occasion de faire remonter au niveau central les avancées effectuées au niveau des régions.

*L'évènement de restitution de l'ICMD permet aux partenaires de l'ICMD de partager leurs avancées avec les acteurs nationaux du Sénégal*

L'ICMD a donc porté son attention sur ces dispositifs d'intégration national-local pour y apporter sa contribution.

Tout d'abord au niveau local, les activités de formation décrites plus haut ont permis de consolider, autour des ARD, des réseaux d'autorités locales, d'associations de migrants, de la société civile et de praticiens intéressés par ces questions de migration et développement. Ces réseaux ont été renforcés par l'organisation d'ateliers d'échanges et de sensibilisation complémentaires aux programmes d'action du JAPPANDO et du PAICODELS. Ces activités ont permis d'étendre la portée des projets. Les autorités locales, en mettant en avant leur expérience de collaboration avec les migrants lors de ces 12 ateliers organisés ou co-organisés avec l'ICMD, ont fait la promotion de la migration comme une richesse, tant dans leurs activités de coopération décentralisées, que vis-à-vis de leurs interlocuteurs nationaux. Le soutien de l'ICMD a donc eu un rôle pour renforcer le plaidoyer porté directement les élus et collectivités locales.

Parmi ces ateliers, l'ICMD a notamment appuyé le projet PAICODELS sur un volet porté par le Grdr, consistant à partager et valider les profils territoriaux de 6 localités de la région de Sedhiou. Cette étape essentielle est venue consolider les travaux menés par l'ARD de Sedhiou et le Grdr au cours des deux années : le partage et la mise en débat de ces profils a donné lieu à une plus grande coordination des acteurs locaux de ces collectivités qui ont ainsi adopté des stratégies migration et développement à l'échelle de leur commune, ainsi que vers les territoires de destination de leur diaspora. Les modèles qu'ils proposent et le type d'accompagnement réalisé fournit d'autant plus de leçons sur la manière de conduire des mobilisations locales autour de la thématique migratoire. Ce soutien contribue à l'institutionnalisation des efforts en matière de migration et développement de ces 6 municipalités. En rendant possible des rencontres bien nécessaires, les acteurs locaux et partenaires du projet mettent en commun les données collectées par le projet, et ont défini ensemble les stratégies locales que ces 6 communes vont mettre en place à destination de leur diaspora. Au-delà de l'intégration participative des enjeux de migration par les acteurs de développement local, ces processus d'accompagnement servent de modèle auprès des autres municipalités et institutions sénégalaises.

Au niveau du Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement, et de l'Aménagement du Territoire, les échanges ont eu lieu avec la Plateforme Nationale pour la Planification Locale, qui regroupe les différentes directions du Ministère, l'Union des Associations d'Elus Locaux et le Programme National de Développement Local : les efforts coordonnées et sessions de sensibilisation ont débouché sur une requête par la Plateforme de produire des outils, adaptés à leur guide de planification locale, pour intégrer la dimension migration dans la planification du développement local. Ces efforts coordonnées ont abouti à une confrontation constructive entre les experts migration et développement de l'ICMD et ses partenaires, et les experts en développement local de la plateforme qui accompagnent au quotidien les autorités locales : cela a permis de créer 5 outils synthétiques et pratiques permettant aux autorités locales de facilement embrasser les enjeux de migration au cours du processus de planification. En outre, l'approche multi-agence de l'ICMD a ici permis d'aller vers ce partage de connaissance avec ONU Femme et la FAO qui ont apporté leurs recommandations pour intégrer les dimensions genre et changement

climatique dans le développement local : cela permet de créer des passerelles entre des thématiques liées, mais souvent pris en charge par des acteurs différents.

*En soutenant le partage d'expérience entre les régions, de nouveaux ateliers voient le jour dans d'autres régions du Sénégal (ici Kolda) pour l'élaboration de stratégies régionales migration & développement*

La Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur a de son côté exprimé sa confiance dans les méthodologies de l'ICMD en positionnant ses premiers BAOS au sein des ARD partenaires de l'ICMD. Tout au long de l'opérationnalisation des Centres d'accueil des migrants du JAPPANDO (helpdesks), la DGSE s'est associée aux formations et aux visites de terrain, ce qui lui a permis de mesurer le travail accompli comme de prendre la mesure des défis que la fourniture de services locaux aux migrants implique. De même, des formations complémentaires ont été offertes aux agents des BAOS dans les autres régions (Kolda et Tambacounda), pour participer aux activités et sessions du travail des animateurs du JAPPANDO. En outre, en octobre 2015, la DGSE et l'ICMD ont organisé un atelier d'échange à Dakar rassemblant représentants nationaux et représentants des régions cibles du BAOS autour des missions de ces centres de ressources. Cette rencontre entre le niveau local et le niveau national a permis de mettre en valeur les attentes de chacun des participants quant au rôle incombant aux BAOS. Autour de cette nécessaire coordination, l'ICMD a animé un atelier de formation à destination des animateurs BAOS et personnels de la DGSE.

Fin 2016, les ARD disposant d'un centre de soutien aux migrants se sont prononcés avec la DGSE pour une fusion des services proposés pour plus de visibilité et pour apporter leur soutien. Ce dispositif renforcé porté par la DGSE a en outre convaincu l'Union Européenne et la Coopération espagnole d'apporter un appui financier pour 2017 et 2018 au dispositif, qui pourra ainsi approfondir et consolider ce programme, au niveau national et régional. Les efforts conduits par les ARD, l'ICMD et la DGSE ont ainsi porté leur fruit et cette articulation entre le niveau national et régional va ainsi se poursuivre pour une plus grande efficacité des services, et apporter une réponse à un contexte national vivement préoccupé par la manière d'aider au retour et à la réintégration des migrants sénégalais.

Le processus d'élaboration de la politique nationale migratoire du Sénégal a également eu lieu en 2015 et 2016. L'ICMD, de par son positionnement à l'OIM, a pu profiter de sa position pour mettre en valeur son réseau de collaborateurs provenant d'autorités locales, de structures techniques, de la société civile et du secteur privé. Ces différents représentants partageant les mêmes engagements et intérêts de l'ICMD pour la mise en valeur des expertises locales en matière de migration et développement ont ainsi pu être conviés aux différents ateliers. Au cours de ceux-ci, ils ont pu partager leur expérience et insister sur la nécessité pour les programmes nationaux d'articuler leurs programmes sur les acteurs locaux et régionaux pour une plus grande efficacité. En outre, les ministères présents dans ce processus se sont exprimés sur la nécessité de confronter les lignes directrices du document de politique nationale migratoire au niveau des régions, ce qui a permis aux ARD partenaires d'apporter leurs recommandations pour que les axes d'une politique nationale migratoire répondent au mieux aux spécificités de chaque territoire. L'élaboration d'un plan d'action pour cette politique nationale migratoire (juin 2017) a fait ressortir, dans les actions proposées pour mettre en œuvre les priorités de cette politique, l'attention croissante portée par les Ministères et Directions nationales à une articulation opérationnelle entre le national et le local pour toucher de mantière durable les migrants.

Ces trois collaborations au niveau national se poursuivent en 2017. En effet, l'ICMD et l'Organisation internationale pour les migrations et le PNUD au Sénégal sont intéressés à ce que ces collaborations fructueuses puissent se pérenniser jusqu'à ce que les outils et bonnes pratiques partagées lors de ces évènements puissent être totalement appropriés par les acteurs nationaux et adaptés aux réalités qu'ils rencontrent dans la mise en œuvre de ses programmes (ainsi que dans les programmes portés par les organisations internationales au Sénégal). Cela va se manifester par de nouvelles propositions de projet migration et développement portées par l'OIM et le PNUD vers les bailleurs étatiques et internationaux, mais aussi de la part de Ministères et Direction s'investissant aussi dans des stratégies migration et développement en apportant leurs expertises.

En ce qui concerne les universités, l'OIM a également entrepris diverses collaborations avec le secteur de la recherche. En 2015, un colloque a eu lieu, organisé par l'ICMD, visant à mettre en commun et partager les outils et résultats de recherche existants en matière de migration et développement. Suite à ce colloque, diverses interventions ont été réalisées dans certains parcours de master portant sur la migration, pour partager plus en avant les outils de l'ICMD. Ces collaborations devraient se sont poursuivie en 2017, afin de permettre une plus grande intégration de ces outils dans les programmes même de formation de ces masters.

A l'heure actuelle, l'Ecole Nationale d'Economies Appliquées a déjà intégré les modules de la boite à outils de l'ICMD dans son cursus de formation en développement local. Cette intégration est à l'étude avec l'Université Assane Seck de Ziguinchor (département de géographie) qui a déjà été associée à la mise en œuvre du projet PAICODELS. A Saint Louis, le laboratoire GERM de l'Université Gaston Berger développe avec l'OIM un partenariat pour mettre en commun les outils de migration et développement et les affiner pour rendre la recherche plus présente et pertinentes auprès des acteurs locaux et nationaux.

Comme l'explique le Professeur Mamadou Dime, expert en migration supervisant les masters en développement local et territorial : « les axes de formation que vous proposez cadrent bien avec nos perspectives de recherche et devraient particulièrement intéresser les étudiants de licence 3 et de master 1 et 2. Je suis très enthousiaste à aller de l'avant car je suis convaincu que les modules seront particulièrement bénéfiques pour nos étudiants. ».

# *Bonnes pratiques et leçons retenues*

# *Bonnes pratiques et leçons retenues*

Les acteurs locaux ne disposent souvent pas d'espace, d'outil ou de réseau afin de partager leurs connaissances et les bonnes pratiques afin de renforcer et d'enrichir leurs propres pratiques. Pour cette raison, l'ICMD a développé une stratégie de gestion des connaissances visant à faciliter la collecte et la codification des bonnes pratiques et des leçons apprises des projets qu'elle a soutenu en puisant et en se basant sur l'expertise et la connaissance de la Communauté de Pratique de l'ICMD, son grand réseau de plus de 4 500 acteurs du développement et de la migration[18]. Tous les savoirs sont collectés et utilisés pour élaborer des produits de connaissance spécifiques, tel que ce rapport final de pays, qui sont détaillés davantage en annexe.

Tous les savoirs, les bonnes pratiques et les leçons apprises dans les outils de connaissances de l'ICMD ont été codifiés dans les six principaux domaines thématiques abordés par les initiatives ICMD : Intégration de la migration dans la planification du développement local ; Inclusion sociale ; Inclusion économique ; Inclusion politique ; Partenariats pour une gestion efficace des migrations pour le développement local et Mobiliser les diasporas pour le développement. Les bonnes pratiques ci-dessous renvoient donc à un ou plusieurs domaines thématiques.

Les principales bonnes pratiques identifiées au travers des projets soutenus par l'ICMD au Sénégal sont décrits ci-dessous.

## *Bonnes pratiques transversales pour la migration et le développement au Sénégal*

Ces pratiques recouvrent les activités prometteuses s'attelant aux droits des migrants, au genre, à la jeunesse, aux partenariats, aux relations villes-campagnes et à l'engagement de la diaspora.

**DROITS DES MIGRANTS** **ENGAGEMENT DE LA DIASPORA**

## *Garantir la participation des migrants à la planification du développement local*

Au Sénégal, une raison de la marginalisation des migrants provient de la faiblesse de leur prise en compte dans la vie de leur cité. Si les contributions des sénégalais de l'extérieur sont bien accueillies par les communautés, les migrants ne sont que peu pris en compte dans les stratégies de développement locale et la définition des priorités des collectivités.

Dans le cadre du projet PAICODELS à Sedhiou, et de certaines collectivités de Diourbel, Thiès, Kaolack et Louga soutenues par le JAPPANDO, une quinzaine de collectivités se sont attelées à introduire les migrants comme parties prenantes de la définition des politiques locales. Les contributions de la diaspora, jusqu'ici renvoyées à la sphère privées ou communautaire, deviennent ainsi un des leviers de

[18] Devenez membre de cette communauté ici : www.migration4development.org/fr

politique publique locale, invitant ainsi les migrants à se prononcer sur les orientations des collectivités.

Cela s'est fait d'une part, par le recensement et une meilleure compréhension de qui sont les migrants et comment ils interviennent sur le territoire, et d'autre part, par un processus participatif qui leur permet de donner leur avis sur les orientations des plans locaux de développement. En outre, cela demande à la diaspora ou aux migrants de retour de s'organiser et de se structurer afin de faire entendre leur voix, et se positionner en interlocuteurs des autorités locales.

En termes d'innovation, cela amène à prendre en compte les migrants dans leur territoire, sur la durée, et non quand l'actualité ou le besoin se font sentir de contacter les migrants. Cette implication et cette invitation à faire valoir ses droits et contributions pour la localité est aussi un bon moyen d'amener les migrants expatriés à créer des structures de coordination et les renforcer. En outre, à travers les échanges et dialogues qui se font dans le cadre du recensement et de la mobilisation des migrants, les personnels des collectivités y gagnent de nouvelles compétences et une meilleure compréhension des liens entre la collectivité et d'autres territoires.Cela demande cependant un engagement sur la durée qui doit être institutionnalisé à la fois dans le fonctionnement normal des autorités locales, et dans la pratique par des échanges entre les représentants des migrants et ceux des collectivités. Il n'est également pas évident, pour une autorité locale qui souhaite initier cette prise en compte, de mettre en place de tels dispositifs : en effet, le travail de recensement des populations migrants, et la désignation d'interlocuteur ne va pas de soi. En revanche, la mise en valeur des résultats découlant d'une telle collaboration peut servir pour encourager d'autres villes à garantir ce type de participation.

*Migrants et autorités locales partagent et construisent leur relation autour de priorités définies conjointement (ici à Bounkilling, lors de la restitution des profils migratoires locaux*

PARTENARIATS ENGAGEMENT DE LA DIASPORA

## *Développer des alliances autorités locales – société civile pour mieux mobiliser la diaspora*

Au cours de la collaboration de l'ICMD avec les agences régionales de développement sénégalaises, diverses collaborations ont été initiées avec des associations de la société civile, ou du secteur privé, pour nouer des relations avec les populations migrantes. La société civile ou le secteur privé ont ainsi révélé être bien placé pour repérer, mobiliser et faciliter le contact avec les migrants établis à l'étranger.

Cela s'est manifesté, pour le projet PAICODELS, par un travail de terrain par le *Grdr, migration citoyenneté, développement*, en France et en Espagne pour sensibiliser et regrouper les migrants de Sédhiou autour de discussions et de débat. Cela a servi de préalable à des rencontres et collaborations avec les autorités locales. Pour le projet JAPPANDO, c'est le *Groupe Teranga Rewmi* qui a mis son expertise et son réseau à disposition de l'Agence régionale de développement de Diourbel pour organiser des rencontres et séances de travail avec la diaspora sénégalaise en Espagne et au Brésil.

Outre cette mise en relation, ce sont aussi les échanges d'expertise qui permettent aux autorités locales de mieux réussir leurs projets migration et développement. Les associations de la société civile peuvent en effet disposer d'une longue expérience de travail avec les migrants. Cela donne lieu au partage de techniques pour une implication réussie et harmonieuse des migrants dans des projets de développement locaux. Le secteur privé offre également de fortes complémentarités en servant d'intermédiaire entre les migrants et les autorités locales pour des projets de développement réussis : ces structures peuvent en effet apporter des services que les autorités locales ne sont pas en mesure d'offrir (assurance, élaboration de projet), ainsi que la mobilisation d'expertise technique (innovations, technologies, fournisseurs…) dont ne disposent pas forcément les acteurs publics locaux ou les associations de migrants.

Ces collaborations entre le secteur public, les associations et le secteur privé ont ainsi souligné la forte plus-value aux projets migration & développement : société civile et entreprises privées peuvent ainsi aider à renforcer les relations de confiance et les outils disponibles pour que des projets unissant migrants et collectivités soient réussies. Ces partenariats n'ont cependant rien d'évidents, et le principal facteur de succès est une étroite coopération tout du long du projet, pour conserver la même vision et un travail harmonieux (voir étude de cas *Partenariats innovants au Sénégal*). Encourager et répliquer ce type de partenariat suppose donc que deux structures aux types de fonctionnement différent fassent le choix clair d'une alliance sur la durée, et pas uniquement à l'occasion d'un projet.

ENGAGEMENT DE LA DIASPORA

## *Encourager la recherche et la collecte des données*

Au cours de chacun des projets, l'absence de données relatives à la migration dans les territoires concernés se sont faits sentir. Tant pour le projet PAICODELS que pour le projet JAPPANDO, la collecte des données a été une priorité dans le travail avec les autorités locales : avant de proposer des services en faveur des migrants, la bonne connaissance de

ces populations mobiles est nécessaire, afin de bien cerner les besoins et les enjeux qu'elles rencontrent.

La collecte des données à l'échelle locale est une pratique innovante, dans un pays où les données sont surtout collectées et agrégées à l'échelle nationale. En région de Sedhiou, le Grdr et l'Université Assane Seck ont ainsi travaillé aux côtés des autorités locales pour dresser un profil migratoire des principales localités. Dans le travail de sensibilisation mené par le projet JAPPANDO auprès des mairies et conseils départementaux, une ébauche de recensement est la première recommandation issue des échanges d'expériences, pour débuter une collaboration autour de la migration.

Cette collecte peut être répliquée dans d'autres municipalités, avec des moyens limités, mais cela suppose au préalable une sensibilisation des autorités locales pour bien identifier quelles informations sont nécessaires, et pour quelle utilisation. L'ICMD a travaillé avec le Grdr qui dispose d'une méthodologie pour l'élaboration de profils territoriaux, ces derniers pouvant ensuite servir à aller à la rencontre de la diaspora (cf Etude de cas « Profils migratoires territoriaux au Sénégal »).

*Les acteurs locaux de Diaroumé apportent des corrections aux données sur les migrants collectées par le Grdr et l'université*

## *Bonnes pratiques par groupe thématique*

L'ICMD a identifié trois groupes thématiques pour les bonnes pratiques en matière de migration et développement : l'inclusion sociale, l'inclusion politique et l'inclusion économique : chacun de ces domaines comportant plusieurs types d'activités contribuant à renforcer la participation des migrants.

**INCLUSION SOCIALE**

### *Sensibilisation des acteurs locaux sur la migration*

Bien que la migration soit un phénomène important et familier au Sénégal, parle de migration dans toute sa complexité est assez rare au niveau des territoires dans la sphère publique : parmi les raisons figurent une forte méconnaissance des réalités vécues par les migrants à l'étranger, de leurs motivations, de leurs attentes et de leur potentiel pour le développement de leur communauté. Il y a donc une difficulté à intégrer toutes les dimensions de la migration et la complexité de leur contribution dans la réflexion sur le développement des territoires.

Pendant deux années, les projets JAPPANDO et PAICODELS ont pu amorcer et approfondir cette réflexion avec les autorités locales de 7 régions du pays. Forums, réunions de travail, atelier, formation sont autant de techniques, qui ont permis de réunir migrants de retour et autorités locales, partager des expériences, analyser les contributions des migrants, faire remonter les enjeux de développement liés à la migration, et mettre en place des mécanismes de coordination.

Renforcer la connaissance des collectivités locales en matière de migration permet d'ouvrir les possibilités de dialogues et de collaboration entre migrants et acteurs locaux : il s'agit en premier lieu de partage d'expériences pour faire apparaître les enjeux communs, et l'expression des besoins en lien avec la migration. A partir de tels échanges ont découlé la mise à disposition de terres, la structuration des associations des migrants de retour, l'élaboration de plans de développement locaux sensibles à la migration, et dans certains cas, l'inclusion de populations immigrées dans la gestion locale des ressources naturelles.

Ces pratiques de sensibilisations ont rencontré un fort intérêt dans les diverses localités, mais leur succès dépend surtout de l'engagement et du dynamisme de certaines personnes ressources dans la collectivité : il peut s'agir d'une association de migrant particulièrement active ou d'un conseiller municipal très engagé. La mobilisation d'une telle personne permet à ces discussions de s'établir sur la durée et intégrer les migrants dans les débats publics, qui permettront de définir les priorités de développement de la région.

Les outils et techniques de sensibilisation peuvent ainsi être diffusés à une plus large échelle par l'intermédiaire des ARD ou des programmes nationaux. Cette réplication dépendra cependant de l'investissement de la localité pour se lancer dans une dynamique d'ouverture vis-à-vis de sa population migrante.

**INCLUSION SOCIALE**

### *Désignation de points focaux « Migration »*

Comme indiqué dans la bonne pratique plus haut, le succès des activités de sensibilisation sur les questions de migration dépend de l'appropriation et de l'institutionnalisation de ces activités à l'échelle locale par une collectivité publique.

Les partenaires de l'ICMD ont travaillé à cette institutionnalisation en s'appuyant sur la désignation de points focaux, formés et sensibilisés pour répondre aux questions et mobiliser les

communautés migrantes. Cela s'est fait à plusieurs échelles : au niveau régional, les agences régionales de développement ont mis en place des points focaux dans leurs bureaux d'accueil des migrants à même de recevoir et conseiller aussi bien les élus que les migrants sur leurs idées de projets. Au niveau des collectivités, les ARD de la région centre ont mis en place un réseau de points focaux dans plusieurs localités. L'Espace Migration et Développement de Sédhiou a fait de même dans 6 localités de la région : les personnes désignées point focal dans les mairies, sans être experts en migration, ont été formés et sensibilisés sur les enjeux et se sont vues confiés la charge simple d'identifier les migrants sur leur territoire : libre à eux ensuite de travailler avec leur élu à exploiter plus en profondeur ces données autour de projets et de collaboration pour le développement.

L'expérience a aussi été conduite à l'étranger : en France et en Espagne, les partenaires de l'ICMD ont désigné des points focaux parmi la diaspora ayant la charge de les représenter et rassembler les requêtes. Ceci a fonctionné au point de mettre en place plusieurs points focaux parmi les migrants pour chaque département de la région de Sédhiou.

Le facteur clé est ici la motivation desdits points focaux, et le travail en réseau : même avec des moyens limités, la relation de confiance et de représentation confiée au point focal encourage la prise d'initiative sur la base des besoins exprimés par les migrants, plutôt que par un cahier des charges trop lourd. Pour des collectivités ayant peu de moyens pour internationaliser leur action, la désignation de points focaux est un facteur innovant qui leur permet d'élargir l'horizon de leur action.

*Le HOM de Sedhiou s'appuient sur les points focaux HOM : des migrants vivant en France et au Sénégal assurant la liaison avec les communautés expatriées*

La principale difficulté liée à cette pratique reste les moyens disponibles : l'activisme d'un point focal dépend de sa capacité à se déplacer au contact des migrants dans leurs lieux de vie. De même, entretenir un réseau de points focaux mobilisés sur la question des migrations demande un effort et une capacité de mobilisation pour encourager la circulation d'information et d'expériences pour approfondir les travaux (Voir l'étude de cas de l'ICMD « La mise en place de services locaux d'accueil et d'accompagnement des migrants »).

## Inclusion Sociale

### *Valorisation de l'expertise des migrants de retour*

Au Sénégal, le retour est une étape cruciale et délicate pour les migrants sénégalais : les attentes de la communauté sont en effet très hautes, et le retour est davantage évalué par rapport à ce que l'on rapporte, plutôt que par les projets et idées portées par les migrants.

Les projets PAICODELS et JAPPANDO ont ainsi mis en lumière la difficulté pour les migrants établis à l'étranger de préparer leur retour quand la connaissance du territoire d'origine et de ses secteurs porteurs manque. Les questions de la confiance des migrants envers l'économie de leur territoire d'origine, du soutien réel qu'ils pourront obtenir et des capacités de financement qui s'offrent à eux sont les principaux freins à la mise en place d'un projet de retour. Les partenaires de l'ICMD se sont donc attelés à renforcer la visibilité et la contribution des migrants de retour, afin de valoriser l'impact positif qu'un projet bien défini peut avoir pour la communauté.

En collaborant avec des migrants de retour ayant réussi dans des projets porteurs, en s'alliant avec les autorités locales pour souligner les besoins de la communauté, et en lançant des discussions et débats avec les populations locales, les collectivités mettent à l'honneur les migrants de retour contribuant à leur région. Cela participe de faire évoluer les mentalités quant aux rôles des migrants ne se limitant pas qu'à obtenir la richesse à l'étranger. Au contraire, ce sont leurs idées et leur impact sur le développement de la communauté qui permet de les positionner comme acteurs, collaborateurs et ambassadeurs, plutôt que comme des marginaux prenant la relève des autorités.

Valoriser les migrants de retour demande cependant une stratégie claire, et une vision large du rôle de la migration pour le développement des territoires. La mise en valeur d'un projet de retour réussi n'a en effet de sens que par rapport au dispositif de soutien qu'une localité est prête à apporter pour soutenir les retours des migrants.

## Inclusion Politique

### *Espaces migration & développement*

Tout projet de sensibilisation est limité par la durée de vie dudit projet et de ses financements. La durabilité et l'appropriation des échanges et dialogues par les autorités locales est donc cruciale pour que les discussions autour de la migration et du développement se poursuivent. A cela s'ajoute le risque d'une alternance dans une mairie ou une association de migrant, qui remet en cause les discussions échangées.

Une pratique encouragée par le projet PAICODELS, inspirée d'une expérience malienne, est la mise en place d'un espace migration et développement dans la région de Sédhiou permettant de rassembler dans une structure associative les élus locaux et départementaux, les associations des maires, les représentants de la société civile, des migrants, ainsi que d'autres structures techniques travaillant dans la région. Dans le cadre de cette structure multi-acteurs dont la présidence est partagée entre élus et migrants, l'établissement de cet espace donne un

cadre politique aux activités prises par le PAICODELS et permet à ce plaidoyer de se prolonger au-delà du projet. Au-delà du cadre d'échange, c'est aussi une structure de représentation qui permet de contacter et de négocier avec des structures nationales ou de coopération décentralisée : il s'agit alors de rassembler migrants et autorités publiques et techniques dans un plaidoyer commun sur les questions de migration et de développement dans la région.

Le principal facteur de succès est la reconnaissance de ce type de structure qui permet d'officialiser et mettre en valeur les efforts en matière de migration et développement entrepris par les autorités locales, les associations de la société civile, les organisations de migrants, etc. Comme toute structure, un tel espace est bien sûr limité par la question des financements dont elle dispose pour fonctionner et occuper l'espace. Dans le cadre du PAICODELS un système de cotisation par les membres est en train d'être exploré pour que cet espace perdure.

Il faut noter que la mise en place de tels espaces est possible à différentes échelles (régionales, départementales, locales). Cela dépend de la volonté des acteurs locaux de travailler ensemble et des objectifs que se fixent ces espaces de dialogues : en effet, bien des activités peuvent être menées dans le domaine de la migration et du développement, et l'efficacité d'un tel espace suppose que les membres identifient clairement les résultats pour lesquels ils souhaitent s'associer.

*Les membres de l'espace migration et développement conjugent leur expertise pour mieux faire connaitre la région à ses migrants*

**INCLUSION POLITIQUE**

## *Missions double espace*

Rentrer en contact et toucher les populations migrantes n'a rien d'évident ni d'automatique pour un projet migration & développement. A cela se rajoute la difficulté de nouer des relations de confiance entre expatriés et autorités locales n'ayant pas l'habitude d'échanger. Les missions double espace se sont donc imposées comme une manière de construire cette relation de confiance et des passerelles entre les communautés sénégalaises à l'étranger et leur territoire d'origine.

Le succès de l'organisation de telles visites nécessite cependant tout un travail de préparation : la région de Sedhiou a par exemple appuyé ces visites sur l'élaboration de profils migratoires mettant l'accent sur les enjeux de développement, comme préalable à ces visites, tandis que le Grdr prêtait son appui pour la préparation et la mobilisation des rencontres dans les pays de destination. Le principal risque est de réduire une mission double espace à une simple visite de courtoisie dans un pays de destination. La dimension double espace suppose cependant un travail dans les deux pays, et des visites devant se faire dans les deux sens pour réussir à construire des relations durables qui amènent à de nouvelles collaborations concrètes. Ce pari a été réussi par les autorités de la région de Sédhiou qui ont débuté de nouveaux projets de coopération.

Ces techniques peuvent être partagées avec d'autres localités en faisant la demande, mais le plein succès de telles visites reste souvent lié à l'accompagnement dont peuvent bénéficier les autorités locales, afin d'appuyer ces rencontres transnationales à des stratégies à plus long terme (cf : voir les méthodologies proposées par le Grdr sur son site).

**INCLUSION ECONOMIQUE**

## *Fonds d'appui locaux pour les projets de Codéveloppement*

Depuis quelques années, le Sénégal et les agences de coopération se sont attelés à valoriser les investissements des migrants en mettant en place des financements réservées aux membres de la diaspora. De tels fonds restent cependant extrêmement sollicités. C'est pourquoi la région de Sédhiou a innové en proposant un fond local pouvant venir en appui à quelques projets portés par les migrants. Plutôt qu'une subvention, il s'agit davantage de ressources pour appuyer et consolider des projets prometteurs déjà portés par des migrants : le caractère innovant de ce fond local a permis à la région de consolider et mettre en valeur certaines initiatives qui s'inscrivent dans les priorités de développement de la région, et démontrer ainsi leur caractère porteur pour les économies locales et la création d'emploi.

En outre, le succès de ce fond tient à l'implication des autorités locales et techniques dans la sélection des projets bénéficiaires, et à l'accompagnement technique mis en place lors de l'année qui a suivie. Au-delà des ressources, parfois difficiles à réunir pour alimenter ce type de fond, c'est d'abord l'implication des acteurs locaux (élus, services techniques…) qui ont fait la différence pour la réussite de ces projets comme modèles pour la région, et qui peut être répliquée dans d'autres localités.

**INCLUSION ECONOMIQUE**

## *La recherche de partenaires techniques pour les projets des migrants*

Les migrants ne manquent pas d'idées de projet, mais leur implantation dans leur territoire d'origine reste un défi : financements limités, accès difficile

au crédit, possibilités d'accompagnement méconnues… la réinsertion économique n'est pas évidente, même pour un porteur de projet disposant d'un capital à investir. Dans le cadre du projet JAPPANDO, l'ARD a mis en place une stratégie de mobilisation de réseaux de la diaspora et de structures d'appui à l'entrepreneuriat : la région de Diourbel bénéficiant peu de programmes de coopération internationale implanté dans sa région, il s'agit de promouvoir les opportunités offertes par la région de Diourbel, l'accompagnement et le travail de liaison que peut fournir l'ARD avec des bénéficiaires migrants porteurs de projets fiables, en direction de ces programmes cherchant à partager leur expertise au Sénégal.

Cette activité incombe déjà à l'ARD en tant qu'organisme de soutien pour le développement local. Dans le cadre de l'ICMD, elle utilise ses compétences pour lier les dispositifs de soutien au développement local au service des populations migrantes souvent exclues de ces programmes. Des programmes d'entrepreneurs hollandais, d'experts sénégalais en agriculture en Italie, ou de gouvernements d'Etats brésiliens ont ainsi pu être négociés afin de bénéficier à des migrants de retour ou des localités souhaitant encourager les investissements sur leur territoire. Une structure, telle l'ARD, engagée dans ce travail de mobilisation, peut également proposer un terrain d'action à des experts migrants implantés à l'étranger qui cherchent à diffuser leurs savoirs et expertises dans les régions défavorisées du Sénégal.

Ce travail de mobilisation demande d'une part une bonne implantation de la structure effectuant cette mobilisation dans son territoire (pour bien connaître tous les acteurs locaux pouvant accueillir les programmes), et d'avoir un réseau avec une bonne portée sur l'international. Pour cela, des alliances publique-privées peuvent permettre de réussir cette articulation locale/internationale. Le principal risque ici réside dans la rédaction et adoption d'accord permettant aux programmes de coopération internationale, de s'implanter à l'échelle locale avec les collectivités en faveur des populations migrantes.

# *Annexe : Outils de connaissance et publications de la ICMD*

## ➢ Outils de connaissance et publications de l'ICMD au niveau global

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement de l'ONU (ICMD), 2016. *Consultation mondiale de la société civile sur la migration et le développement local. Rapport de synthèse dans le contexte du 3ème Forum Mondial des Maires sur la Mobilité humaine, la Migration et le Développement.* Disponible ici :
http://www.migration4development.org/sites/default/files/report_cso_fr_final_0.pdf

ICMD, 2016. *L'intégration des migrants, un aspect clé du développement : le rôle des villes.* Disponible en anglais ici :
http://migration4development.org/sites/default/files/jmdi_policy_brief_migrants_integration_as_a_pre-requisite_for_development_-_the_role_of_cities.pdf

ICMD, 2015. *Livre Blanc sur l'Intégration de la Migration dans la Planification du Développement Local et au-delà.* Disponible en anglais ici :
http://www.migration4development.org/sites/default/files/final_mainstreaming_white_paper_www_2_1_0.pdf

ICMD, 2015. *Ma boîte à Outils ICMD sur migration et développement local.* Disponible ici :
http://www.migration4development.org/en/resources/toolbox/training

ICMD. 2015. *Réponse consolidée à la discussion en ligne : L'intégration de la migration dans la planification de la politique locale.* Disponible ici :
http://www.migration4development.org/sites/default/files/consolidated_reply_french.pdf

ICMD, 2013. *Cartographier les pratiques des autorités locales dans le domaine de la Migration et du Développement : une approche territoriale sur les initiatives et besoins locaux.* Disponible ici :
http://www.migration4development.org/sites/default/files/mapping_local_authorities_practices-_jmdi_2013_-_online_version_2.pdf

ICMD, 2012. *Autorités locales : la pièce manquante pour exploiter le potentiel de la migration pour le développement.* Disponible en anglais ici :
http://www.migration4development.org/sites/default/files/local_authorities_-_the_missing_link_for_harnessing_the_potential_of_migration_for_development.pdf

ICMD, 2011. *Migration et développement : une approche issue de la base.* Disponible ici : http://www.migration4development.org/sites/default/files/icmd_manuel_migration_et_development_aout_2011_0_1.pdf

## ➢ Cours en ligne

ICMD, 2016. *Cours en ligne « Ma Boite à outils sur la Migration et le Développement Local ».* Disponible en anglais ici : https://ecampus.itcilo.org/enrol/index.php?id=327

ICMD, 2010. *Réussir votre projet de M&D.* Disponible en anglais ici : http://www.migration4development.org/elearning/

## ➢ Outils de connaissance et publications dans le cadre des projets de l'ICMD au Sénégal

ICMD, 2016. Étude de cas. La mise en place de services locaux d'accueil et d'accompagnement des migrants. Sedhiou, Diourbel, Kaolack, Louga et Thiès, Sénégal.

ICMD, 2016. Étude de cas. L'intégration de la migration dans les plans de développement locaux. Sedhiou et Diourbel, Sénégal.

ICMD, 2016. Étude de cas. Elaboration et validation de profils migratoires territoriaux. Sedhiou, Sénégal.

Grdr/ARDSedhiou, 2016. Note de Capitalisation. *Capitalisation d'une recherche action sur les mobilités humaines en région de Sedhiou – Comment appréhender l'enjeu territorial de la dialectique migration-développement ? http://www.grdr.org/Projet-d-appui-aux-initiatives-de-co-developpement-local-dans-la-region-de*

ARD Diourbel, 2016. Document stratégique de plaidoyer. *Pour une intégration de la dimension migration & développement dans les stratégies de développement local.*

ICMD/IED/Grdr, 2017. Outils de planification pour intégrer la migration dans le guide de planification du développement local ; 5 outils pour soutenir les autorités locales dans la prise en compte de leurs migrants, Sénégal.

Grdr, Migration-Citoyenneté-Développement, 2015. Rapport. *Les pratiques de codéveloppement de la diaspora de Sedhiou en France et en Espagne*. Disponible ici : http://www.grdr.org/Les-pratiques-de-codeveloppement-de-la-diaspora-de-Sedhiou-en-France-et-en

Somé A. N. / OIM, *Sénégal : Profil migratoire 2009*.

# ➢ *Annexe 2 : Bibliographie et références du rapport*


ANSD, 2014, *Recensement générale de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage* - Rapport définitif ; Disponible ici : http://www.ansd.sn/ressources/RGPHAE-2013/ressources/doc/pdf/2.pdf

Division de la population des Nations-Unis, 2013, *Migrants internationaux par âge et sexe en 2013*.

Grdr, Migration-Citoyenneté-Développement, 2015. Rapport. *La dimension locale de la dialectique Migration et développement. Le cas France-Sénégal*. Disponible ici : http://www.grdr.org/ETUDE-La-dimension-locale-de-la-dialectique-Migration-Developpement-le-cas

Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, 2015, article *Formulation de la Politique de Migration : Le Senegal veut se doter d'un document de référence* http://www.finances.gouv.sn/index.php/actualites/211-formulation-de-la-politique-de-migration-le-senegal-veut-doter-d-un-document-de-reference

OIM, 2017, Communiqué *Mediterranean update : Migration flows Europe, arrival and fatalities.* Disponible ici : http://missingmigrants.iom.int/sites/default/files/120517_Mediterranean_Update-p1.jpg

PNDL, 2011, étude, *Clarification des rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation :* http://www.pndl.org/mwg-internal/de5fs23hu73ds/progress?id=dyvx-4IErrkUzG_1-swpe9jmpBRrGbnyT4Ng3MESvDg,